



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

(3ème trimestre 2019)

Publication le

Recueil des actes administratifs du 3ème trimestre 2019

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- Délibérations du conseil municipal du 26 septembre 2019..... Page 002

ARRETES DU MAIREPage 020

DECISIONS

Prises par le Maire en application de l'article L 2122-22 du CGCTPage 054

DELIBERATIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 SEPTEMBRE 2019

SOMMAIRE

2019-09-01-F	Approbation du rapport 2019 de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de l'Etablissement Public Territorial (EPT) Paris Est Marne&Bois et fixation du montant du Fonds de Compensation des Charges Territoriales (FCCT) pour l'exercice 2019 à verser à l'EP
2019-09-02-ST	Reconduction expresse de la convention de réalisation d'un service urbain de transport de voyageurs (navette) avec la RATP
2019-09-03-CULT	Municipalisation des activités de l'association Fontenay en Scènes : approbation du principe de création d'une régie financièrement autonome
2019-09-04-U	Retrocession de parcelles privées de la rue de la Fontaine du Vaisseau dans le domaine public routier
2019-09-05-CCAS	Protocole de partenariat en faveur de l'Action Sociale entre le Conseil départemental du Val de Marne, la commune de Fontenay-sous-Bois et son CCAS
2019-09-06-PE	Proposition d'avenant à la PSU et nouvelles dispositions tarifaires de la Caisse d'Allocations Familiales
2019-09-07-P	Création d'emploi de catégorie A : responsable du service commande publique de la DGST-U
2019-09-08-P	Approbation des indemnités forfaitaires pour des travaux supplémentaires au responsable de service en charge de la direction du Conservatoire
2019-09-09-F	Demande de remise gracieuse et de décharge de responsabilité pour un déficit de régie de recettes
2019-09-10-JEU	Signature de la charte d'accompagnement scolaire
2019-09-11-DG	Vœu en soutien aux élus.es Kurdes destitués.es déposé par la France Insoumise de Fontenay-sous-Bois

LE CONSEIL,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 59,

VU l'ordonnance n°2015-1630 du 10 décembre 2015 complétant et précisant les règles financières et fiscales applicables à la métropole du Grand Paris, aux établissements publics territoriaux et aux communes situés dans ses limites territoriales,

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 5219-5 et L 5211-5,

VU le Code Général des Impôts, notamment son articles 1609 nonies C,

VU la délibération n°16-109 du Conseil de Territoire du 8 février 2016 portant création de la CLETC de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois,

VU le rapport définitif de la CLETC pour 2019, annexé, présenté et adopté par la CLECT lors de sa séance du 6 juin 2019, validé par le conseil du Territoire le 1^{er} juillet 2019

CONSIDERANT que le processus de regroupement intercommunal, loin d'avoir créé une coopération et une solidarité entre les collectivités, a considérablement diminué les moyens d'actions des communes en termes de compétences et de moyens financiers, en vue de préparer leur disparition,

CONSIDERANT que la création des structures intercommunales supplémentaires que sont la Métropole du Grand Paris (MGP) et principalement l'Etablissement Public Territorial (EPT 10) génère des charges de structure supplémentaires à la charge de la commune, sans améliorer la qualité du service rendu à la population,

CONSIDERANT que le Fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) n'est pas exclu du plafonnement de l'évolution des dépenses de fonctionnement à 1,1% par an appliqué à la commune en application de la loi de programmation des finances publiques du 22 janvier 2018 et, que l'EPT lui-même n'est pas soumis aux règles de plafonnement de ses dépenses de fonctionnement,

CONSIDERANT que la dynamique de la cotisation foncière économique produite sur le territoire, principalement la commune de Fontenay-sous-Bois, ne sert pas au développement de projets attendus par la population,

CONSIDERANT que le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur le rapport de la CLECT et la fixation du montant du Fonds de compensation des charges territoriales au titre de l'exercice 2019 pour financer les charges transférées et le financement de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois,

SUR avis de la commission des finances,

DECIDE A LA MAJORITE

Par 34 voix pour

M. GAUTRAIS, M. CLERGET, Mme LELU, M. TABANOU, Mme LE GAUYER, Mme DO ROSARIO, Mme TRICOT-DEVERT, M. LACHELACHE, Mme SAINT-GAL, M. BRUNET, Mme AVOGNON ZONON, Mme NIAKHATE, M. CORNELIS, M. DAMIANI, Mme BENZIANE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. LEVY, Mme CHARDIN, M. VOGUET, M. GUENEAU, M. MALLERIN, M. LOCKO, M. HABIB, Mme VIENNEY, Mme SFAR, Mme GARNIER, Mme FENASSE, Mme JESTIN, Mme KLOPP, M. RISPAL, Mme BRUNET, M. MAINIE, Mme GAUTHIER, M. TERRA-JORGE

Par 9 abstentions

Mme ROCHE, M. ESCLATTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. DE LA CROIX,
Mme LOUICELLIER CALMELS, Mme RONDA, M. GUYOT, M. BERTRAND, M. LECOQ

Article 1 : de ne pas approuver le rapport d'évaluation des charges transférées de la CLECT de l'EPT pour 2019, ci-annexé.

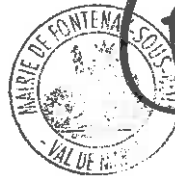
Article 2 : de ne pas approuver le montant du Fonds de Compensation des Charges Territoriales (FCCT) 2019 qui s'élève pour la commune à la somme de **540.075 euros**.

Article 3 : de charger le Maire ou son représentant de prendre tous les actes découlant de l'application de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 01/10/19
Publication
le 01/10/19
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

CONSIDERANT la convention de délégation de service urbain communal à la RAPT, signée avec la commune le 5 août 1999,

CONSIDERANT les différents avenants à ladite convention, et notamment l'avenant n°5 prévoyant le renouvellement de la convention par période d'un an, par expresse reconduction,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de reconduire la convention afin de maintenir ce service,

SUR avis favorable de la commission des finances,

A LA MAJORITE

Par 28 voix pour

M. GAUTRAIS, M. CLERGET, Mme LELU, Mme LE GAUYER, Mme DO ROSARIO, Mme TRICOT-DEVERT, Mme SAINT-GAL, M. BRUNET, Mme AVOGNON ZONON, Mme NIAKHATE, M. CORNELIS, M. DAMIANI, Mme BENZIANE, Mme NAIT-BAHLOUL, Mme CHARDIN, M. VOGUET, M. GUENEAU, M. MALLERIN, M. LOCKO, Mme VIENNEY, Mme SFAR, Mme GARNIER, Mme JESTIN, Mme KLOPP, M. RISPAL, Mme BRUNET, M. MAINIE, M. TERRA-JORGE

Par 12 voix contre

M. TABANOU, M. LACHELACHE, Mme FENASSE, Mme ROCHE, M. ESCLATTIER, Mme CHAMBRE MARTIN, M. DE LA CROIX, Mme LOUICELLIER CALMELS, Mme RONDA, M. GUYOT, M. BERTRAND, M. LECOQ

Par 3 abstentions

M. LEVY, Mme GAUTHIER, M. HABIB

DECIDE

Article 1 : De reconduire la convention de délégation de service urbain communal à la RAPT, signée avec la commune le 5 août 1999,

Article 2 : Que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la commune.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 02/10/19
Publication
le 02/10/19
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



Délibération n°2019-09-03-CULT
Municipalisation des activités de l'association Fontenay-en-Scènes:
approbation du principe de création d'une régie financièrement autonome

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-29, L.2221-1 et suivants, R.2221-1 et suivants, et L1413-1.

CONSIDERANT la recommandation de la Chambre régionale des comptes de revoir les liens unissant la commune à l'association Fontenay-en-Scènes ;

CONSIDERANT la nécessité de faire évoluer le statut de l'association Fontenay-en-Scènes, tout en pérennisant le projet artistique reconnu qu'elle porte ;

CONSIDERANT que la municipalisation des activités portées à ce jour par l'association semble, après une étude approfondie, le meilleur moyen de pérenniser le projet artistique de diffusion artistique pluridisciplinaire ;

CONSIDERANT que les activités de diffusion artistique, de soutien à la création, d'accueil de résidences artistiques et d'actions culturelles sur le territoire relèvent bien, au sens de la loi, d'un service public à caractère administratif ;

CONSIDERANT que le mode de gestion en régie dotée de l'autonomie financière (avec un conseil d'exploitation et un directeur, ainsi qu'un budget annexe) semble par ailleurs le plus adapté et le plus pertinent, notamment en raison, précisément, de la relative autonomie qu'il induit et, sur le plan financier, du fait de l'assujettissement du service à la TVA (au titre d'au moins une partie de ses activités) ;

CONSIDERANT que la gestion dans le cadre d'un tel budget annexe sera soumise, comme pour le budget principal de la commune, à la nomenclature M14 ;

CONSIDERANT la nécessité de mettre en place des régies mixtes, avances et recettes, afin de conserver la souplesse de gestion des activités ;

CONSIDERANT la nécessité de transposer la grille tarifaire, billetterie spectacles et cinéma, pratiquée par l'association en tarifs municipaux ;

CONSIDERANT l'avis du Comité technique local réuni les 29 mars et 29 juin 2019, sur le sujet ;

**A L'UNANIMITE
DECIDE**

Article 1 : DECIDE du principe de création d'une régie administrative dotée de la seule autonomie financière et chargée de la gestion d'un service public à caractère administratif, pour les activités exercées et assurées jusqu'alors par l'association Fontenay-en-Scènes ;

Article 2 : DIT que le principe de cette création sera confirmé par une nouvelle délibération après réunion et avis de la Commission communale consultative des services publics locaux, dont la saisine est demandée par la présente délibération ;

Délibération n°2019-09-03-CULT
Municipalisation des activités de l'association Fontenay-en-Scènes:
approbation du principe de création d'une régie financièrement autonome

Article 3 : DIT qu'une fois confirmée, la création de cette régie administrative sera suivie de différentes délibérations du Conseil municipal portant notamment sur les actions et actes suivants :

- la création et la mise en œuvre d'un budget annexe dénommé « Fontenay en Scènes » en nomenclature M14, avec prise d'effet sur l'exercice 2020 ;
- la fixation de la dotation initiale du service dans le cadre de ce budget ;
- les statuts de la régie fixant notamment la composition, l'organisation, le fonctionnement et les attributions du Conseil d'exploitation à créer; ainsi que la désignation de ses membres ;
- le transfert des agents, biens, contrats, et droits et obligations (juridiquement transférables) de l'association.
- la fixation des tarifs des services concernés, notamment pour la billetterie des spectacles vivants et du cinéma

Article 4 : AUTORISE le Maire à :

- effectuer les premières démarches liées à la création de cette régie administrative et signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération ;
- représenter la commune dans toutes les opérations de liquidation de l'association et pour reprendre l'actif et le passif de celle-ci.

Article 5 : PREND ACTE que le Maire sera compétent, en vertu de la délibération portant délégation d'attributions du 2/06/2016 (prise en vertu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales) et jusqu'au terme de l'application de cette délibération, pour la création des régies comptables -d'avances et de recettes- nécessaires à la bonne gestion de cette nouvelle régie municipale; par décisions dont il sera rendu compte au Conseil municipal.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Mame
le 01/10/19.....
Publication
le 01/10/19.....
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-29, L.2241-1, L.2122-21 et L.1311-9 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2111-1 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-1 et suivants et l'article L.318-3;

VU le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.141-3 ;

VU la Convention d'Intervention Foncière signée le 26 avril 2011 entre la Ville de Fontenay-sous-Bois et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France et sa délibération d'approbation ;

VU les avenants 1, 2 et 3 à la Convention d'Intervention Foncière en date des 6 décembre 2013, 4 décembre 2015 et 20 janvier 2017 ;

CONSIDERANT l'acquisition le 17 février 2012 par l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France des parcelles sises au 30/32 rue de la Fontaine du Vaisseau ;

CONSIDERANT l'acte de cession des parcelles de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, H870, H872, H 880, H881, H882, H 883, H 884, H 885, H 886, H887, H 888 , H 890, H 891, H 25 et H 26, au profit de la société EURALIMMO le 29 juillet 2019 ;

CONSIDERANT la servitude de passage réelle et temporaire permettant à la société EURALIMMO d'accéder à son bien le temps de la rétrocession des parcelles de l'EPFIF au profit de la ville dans l'optique de son intégration dans le domaine public routier ;

CONSIDERANT la demande de rétrocession formulée par l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, à l'euro symbolique, des parcelles H 871, H 869, H867 et H875, d'une contenance d'environ 239 m², au profit de la Ville ;

CONSIDÉRANT que les biens acquis par l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France ont vocation à être revendus à la Commune ou à l'opérateur désigné par elle.

CONSIDÉRANT la volonté de la Ville, dans l'optique d'une régularisation foncière, de signer l'acte de vente entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France et la ville, renonçant à la servitude réelle et temporaire de passage au bénéfice de la société EURALIMMO à compter de la signature de l'acte de vente ;

Délibération n°2019-09-04-U
Rétrocession de parcelles privées de la rue
de la Fontaine du Vaisseau dans le domaine public routier

SUR avis de la Commission des Finances,

A L'UNANIMITE
DECIDE

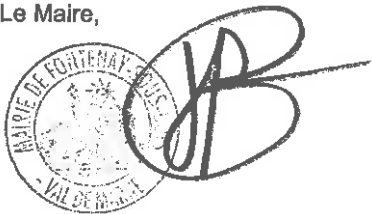
Article 1 : D'accepter, à l'euro symbolique, la rétrocession des parcelles suivantes :

- H 867 sis au 32 rue de la Fontaine du Vaisseau d'une surface de 9 m²,
- H 869 sis au 30 rue de la Fontaine du Vaisseau d'une surface de 46 m²,
- H 871 sis au 30 rue de la Fontaine du Vaisseau d'une surface de 27 m²,
- H 875 sis au 32 rue de la Fontaine du Vaisseau d'une surface de 157 m² ;

Article 2 : D'affecter les parcelles H 867, 869, H 871 et H 875 au domaine public routier ;

Article 3 : D'autoriser le Maire ou son représentant à accomplir les démarches nécessaires pour formaliser le transfert de propriétés.

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 01/10/19
Publication
le 01/10/19
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi relative aux libertés et responsabilités locales n°2004-809 du 13 août 2004 article 49 et suivants positionnant le Conseil Départemental comme tête de file de l'action sociale sur son territoire,

VU la délibération n°2014 06 24 DGA en date du 24 juin 2014 portant signature du Protocole en faveur de l'Action Sociale entre le Conseil Départemental du Val de Marne, le CCAS de Fontenay et la Ville de Fontenay-sous-Bois.

CONSIDERANT que le précédent protocole a pris fin et qu'il convient de le renouveler en intégrant une mise à jour validée par les signataires,

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article unique : d'autoriser le Maire ou son représentant à signer le nouveau Protocole en faveur de l'Action Sociale entre le Conseil Départemental, la Ville de Fontenay-sous-Bois et le CCAS de Fontenay-sous-Bois. Il prendra effet à la date du 01 octobre 2019 pour une période de trois ans.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 01/10/19

Publication

le 01/10/19

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



LE CONSEIL,

VU le Code général des Collectivités territoriales, et notamment son article L21212-29

VU la délibération 2014-09-25-PE relative à l'approbation du renouvellement de la convention d'objectifs et de financement « prestation de service unique »

VU la circulaire de la CNAF du 26.03.2014 n° 2905-2014-EAJE

VU la circulaire actualisée n°2019-005 de la CNAF du 5 juin 2019

CONSIDÉRANT que la nouvelle circulaire n°2019-005 annule et remplace la partie 2 de la circulaire du 26 mars 2014 (C2014-009) et est applicable dès le 1^{er} septembre 2019.

CONSIDÉRANT que l'introduction de la Prestation de service unique (PSU) par la CNAF en 2002 aura favorisé un accueil qualitatif pour les jeunes enfants accueillis en établissements d'accueil de jeunes enfants (Eaje), par la fourniture de couches, repas et par une facture limitée au temps de présence réelle de l'enfant.

CONSIDÉRANT que la convention d'objectif et de gestion renforce les différents objectifs et positionne l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté dans les Eaje comme une des priorités.

CONSIDÉRANT que l'avenant a pour objectif d'actualiser le mode de fonctionnement de la Psu et de déterminer les conditions d'égalité et d'octroi de deux nouveaux bonus : mixité sociale et inclusions handicap.

SUR avis de la Commission des Finances,

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention d'objectif et de financement n°2019-001

Article 2 : que le Conseil municipal prend acte de l'application du nouveau barème au 1^{er} septembre 2019

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Mame

le 01/10/19

Publication

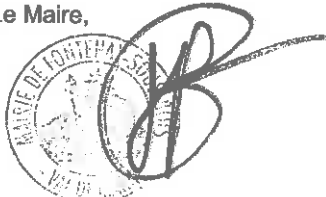
le 01/10/19

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



LE CONSEIL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

VU le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'article 3-3 alinéa 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 permettent le recrutement d'agent contractuel sur les emplois de catégorie A dont les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient ;

CONSIDERANT que répondre aux besoins du service et aux exigences réglementaires, il est nécessaire d'élargir les possibilités de recrutement aux agents contractuels ;

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article 1 : La création d'un poste de responsable de service marchés publics sous l'autorité de le.la Directeur.trice administratif.ve de la Direction générale des services techniques et de l'Urbanisme-(DGST-U), il.elle sera chargé.ee de :

- Animer, piloter et gérer le personnel du service des marchés publics : organisation et évaluation de l'activité, recrutement, formation, accompagnement professionnel,
- Conseiller les techniciens de la DGST-U sur le choix des procédures et l'évaluation des risques juridiques,
- Concevoir et piloter la phase administrative des procédures de marchés publics (règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des clauses administratives particulières, rapport de présentation...)
- Assurer le phasage et le montage des dossiers de marchés publics,
- Piloter sur le plan administratif l'exécution des marchés publics (actes modificatifs, cessions et nantissements de créance, non reconduction),
- Assister les services de la Direction dans la gestion des dossiers précontentieux et contentieux.

Délibération n°2019-03-07-P
Création d'un poste de responsable de service
ressources administratives et financières

Ce poste d'attaché de catégorie A est susceptible d'être occupé par un agent contractuel dans les conditions suivantes :

L'intéressé devra être titulaire d'un diplôme d'études supérieures d'au moins de niveau II ou d'un titre reconnu équivalent.

Le recrutement se fera sur la base d'un contrat d'une durée maximale de 3 ans renouvelable par reconduction expresse pour une durée maximale de 6 ans.

La rémunération sera fixée entre les indices bruts 441 et 816 selon les diplômes détenus et l'expérience professionnelle

Les indices bruts de début (IB = 441) et de fin (IB = 816) seront automatiquement revalorisés avec l'évolution de la grille de rémunération du grade des attachés.

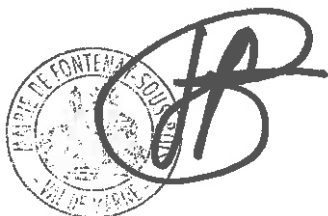
Article 2 : Les crédits correspondants sont inscrits au compte 64 de l'exercice budgétaire en cours.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 07/10/19.....
Publication
le 07/10/19.....
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 87,88 et 136,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 et notamment son article 1^{er}

VU l'arrêté du 25 février 2002 permettant l'octroi de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) des services déconcentrés à certains professeurs fonctionnaires de l'Education nationale exerçant des fonctions administratives,

CONSIDERANT que la possibilité de transposition des dispositions susvisées aux professeurs d'enseignement artistique qui assurent la fonction de directeur d'un conservatoire repose sur le principe de parité et d'équivalence avec les corps de l'Etat,

CONSIDERANT les sujétions liées à la fonction de Direction du Conservatoire

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article 1 : peuvent bénéficier des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS) les agents titulaires, stagiaires et contractuels relevant du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique qui exercent les fonctions de direction d'un conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal

Article 2 : le montant moyen annuel de référence, indexé sur la valeur du point, est fixé au 1^{er} février 2017 à 1488,88 euros. Ce montant correspond aux IFTS de 1^{ère} catégorie conformément au tableau d'assimilation

Article 3 : le montant individuel attribué ne peut être supérieur à huit fois le montant moyen annuel

Article 4 : l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction n'est pas cumulaire avec :

- L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves
- Un logement concédé par nécessité absolue de service

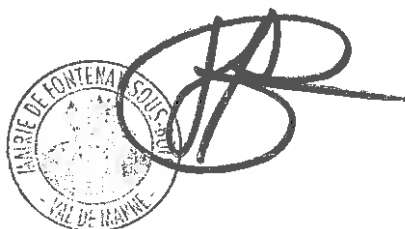
Article 5 : Les crédits correspondants ont été inscrits au compte 64 de l'exercice budgétaire en cours

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 07/10/19.....
Publication
le 07/10/19.....
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



LE CONSEIL,

VU la demande en décharge de responsabilité et remise gracieuse de la dernière régisseuse du service social du personnel,

VU le budget de la Commune,

CONSIDERANT qu'il convient de régulariser la situation comptable et dégager la responsabilité de la dernière régisseuse qui n'est plus en activité en accord avec le Trésor Public,

SUR avis favorable de la commission des finances,

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article 1 : D'accorder une remise gracieuse et de décharge de responsabilité pour la régie de recettes du service social du personnel.

Article 2 : D'autoriser l'apurement du déficit de la régie de recettes du service social du personnel pour un montant de 50.00 Euros

Article 3 : La somme sera inscrite au budget en cours.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 07/10/19
Publication
le 07/10/19
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

CONSIDERANT que dans le cadre de la mise en œuvre du plan local d'actions en faveur de la jeunesse, et plus particulièrement de son axe accompagnement visant à développer l'offre d'accompagnement scolaire, la commune par le biais de son Service Municipal de la Jeunesse mettra en place un dispositif de l'accompagnement à la scolarité gratuit pour les élèves des collèges signataires du Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (CLAS).

CONSIDERANT que ce dispositif, sera cofinancé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val-de-Marne dans le cadre du projet du CLAS, qu'il vise à accompagner les élèves repérés comme étant en difficulté par l'équipe éducative des collèges ou inscrits à la demande des parents. Les jeunes seront pris en charge par deux intervenants.es vacataires recrutés.ées par la ville, en deux groupes, et seront accompagnés.ées dans la réalisation de leur travail personnel.

CONSIDERANT que ce dispositif sera mis en place pour une quarantaine de collégiens scolarisés en classe de la 6^{ème} à la 3^{ème}.

CONSIDERANT le projet de charte du dispositif de l'accompagnement à la scolarité au sein des structures jeunesse de la ville pour l'année scolaire 2019-2020 qui devra être co-signée par le.la collégien.ne, son/ses parent.s, l'animateur.trice référent.e et la ville, par l'intermédiaire de son.sa représentant.e,

CONSIDERANT que la CAF participera au financement de ce dispositif par le versement de la Prestation de Service CLAS.

SUR avis de la Commission des Finances

A L'UNANIMITE DECIDE

Article 1 : d'approuver la demande de financement relative à la prestation de service CLAS à conclure avec la CAF du Val-de-Marne pour l'année scolaire 2019-2020 déposée le 30 août 2019.

Article 2 : d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à l'instruction du dossier.

Article 3 : d'autoriser le Maire ou son représentant à signer la charte générique du Contrat Local d'Accompagnement Scolaire pour l'année 2019-2020.

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 02/10/19
Publication
le 02/10/19
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



PREAMBULE

ATTENDU, que le 31 mars dernier, le Parti Démocratique des Peuples - « Halkların Demokratik Partisi » (HDP Kurdes) - mouvement progressiste et féministe a vu la victoire de ses candidates et candidats dans plusieurs communes, faisant de lui le seul parti à avoir 70 femmes et 70 hommes qui dirigent en binôme paritaire ces municipalités ;

ATTENDU, que le 19 août dernier, les trois plus grandes villes du Nord-Kurdistan Diyarbakir, Mardin et Van, gagnées par le HDP, ont vu leurs co-maires destitué.e.s sur décision du ministre de l'Intérieur turc ;

ATTENDU, que 13 autres co-maires kurdes pourraient prochainement connaître le même sort, dont la maire de Dicle ;

ATTENDU, que le peuple Kurde, et en particulier les femmes, ont été les premiers remparts contre l'ennemi de la nation, Daech qui a frappé ici en France, mais aussi partout dans le monde arabe ;

ATTENDU, que le 11 janvier 2019, le groupe des députés France Insoumise ainsi que des député.e.s des groupes GDR, UDI, Libertés et Territoires, et LR ont écrit à Emmanuel Macron pour demander que la France renforce son soutien aux forces kurdes en Syrie.

APRES EN AVOIR DEBATTU,

LE CONSEIL, A LA MAJORITE

Par 33 voix pour

M. GAUTRAIS, M. CLERGET, Mme LELU, M. TABANOU, Mme LE GAUYER, Mme DO ROSARIO, Mme TRICOT-DEVERT, Mme SAINT-GAL, M. BRUNET, Mme AVOGNON ZONON, Mme NIAKHATE, M. CORNELIS, M. DAMIANI, Mme BENZIANE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. LEVY, Mme CHARDIN, M. VOGUET, M. GUENEAU, M. MALLERIN, M. LOCKO, M. HABIB, Mme VIENNEY, Mme SFAR, Mme GARNIER, Mme FENASSE, Mme JESTIN, Mme KLOPP, M. RISPAL, Mme BRUNET, M. MAINIE, Mme GAUTHIER, M. TERRA-JORGE

Par 1 abstention

M. LACHELACHE

9 ne prennent pas part au vote

Mme ROCHE, M. ESCLATTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. DE LA CROIX, Mme LOUICELLIER CALMELS, Mme RONDA, M. GUYOT, M. BERTRAND, M. LECOQ

La ville de Fontenay :

- **AFFIRME** que le HDP est un acteur central, portant l'égalité sociale, le féminisme et le respect des nationalités, dans le cadre d'une solution politique intégrant notamment la question kurde dans un projet global pour la Turquie et le Moyen-Orient ;

- **AFFIRME** son soutien aux élu.e.s et militants du HDP victimes de répression et demande la restitution immédiate de leur mandat aux co-maires destitué.es et la libération immédiate des militants et militantes kurdes arrêté.e.s ;

Délibération n° 2019-09-11-DGS
Voeu en soutien aux élu.e.s kurdes destitué.e.s,
déposé par la France Insoumise de Fontenay-sous-Bois

SE JOINT à l'appel lancé par l'association France-Kurdistan au Gouvernement français à condamner avec force ces atteintes à la démocratie au Kurdistan ;
Forte de sa tradition de solidarité internationale avec les peuples opprimés et les prisonniers politiques et de son combat pour l'égalité femme-homme, mettra en œuvre une coopération politique forte avec les élu.e.s du HDP et avec une ville administrée par une maire kurde issue de ce mouvement en particulier

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 07/10/19

Publication

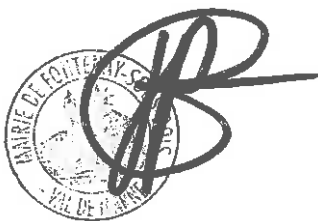
le 07/10/19

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



ARRETES DU MAIRE

ARRETES DU MAIRE

SOMMAIRE

N° ARRETE	OBJET DE L'ARRETE
2019 AM 73	Délégation de fonction d'Officier d'Etat civil accordée à Monsieur Gildas LECOQ - Conseiller municipal, concernant la journée du jeudi 18 juillet 2019
2019 AM 74	Changement d'usage de logement en cabinet de géomètre - M. DAILLY Sylvain 6-8 rue des Belles Vues 94120
2019 AM 75	Réglementation de la circulation rue du Commandant Jean-Duhail - Voie publique départementale n°240
2019 AM 76	Réglementation du stationnement pour le transport de fonds sur la commune de Fontenay-sous-Bois Modification de l'arrêté 2018 AM 25
2019 AM 77	Réglementation des voies équipées de ralentisseurs - Modification de l'arrêté n° 2016 AM 15
2019 AM 78	Réglementation des aires de livraisons et aires d'attentes de livraisons sur les voies publiques de la commune Modification de l'arrêté n° 2013-AM-44
2019 AM 83	Règlementation des zones de stationnement à durée limitée - Modification de l'arrêté n°2017-AM-31
2019 AM 91	Règlementation de la circulation rue Henri Wallon
2019 AM 99	Interdiction de l'utilisation de glyphosate utilisé sur le territoire de la commune de Fontenay-sous-Bois
2019 AM 100	Réglementation de la circulation rue des Beaumonts

NON TRANSMISSIBLE en
Préfecture du Val-de-Marne

Publication

Le 02/07/2019

Notification

le 02/07/2019

Certifié exécutoire
Le Maire,

ARRÊTÉ N°2019-AM-73

OBJET : Délégation de fonction d'Officier d'Etat civil accordée à **Monsieur Gildas LECOQ - Conseiller municipal**, concernant la journée du **jeudi 18 juillet 2019**



LE MAIRE,

VU l'article L.2122-18 du Code général des Collectivités territoriales, qui permet au Maire de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à des membres du Conseil municipal,

ARRÊTE

Article 1 : **Monsieur Gildas LECOQ - Conseiller municipal** est délégué pour remplir avec NOUS, vu l'empêchement des adjoints, les fonctions d'Officier d'Etat civil et signer toutes pièces concernant la journée du **jeudi 18 juillet 2019**.

Article 2 : Le présent arrêté sera transcrit au Registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à :

- Madame la Procureure de la République
- Service Population
- **Monsieur Gildas LECOQ**

Fontenay-sous-Bois, le 1^{er} juillet 2019

Signature de :
Gildas LECOQ

Jean-Philippe GAUTRAIS



NON TRANSMISSIBLE en

Préfecture du Val-de-Marne

Publication

le 05/07/2019

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,

ARRÊTE N°2019-AM-74

OBJET : Autorisation de changement d'usage de locaux d'habitation

LE MAIRE,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.631-7 et L.631 7-1 et suivants, relatifs au changement d'usage de locaux d'habitation,

VU la demande susvisée,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015,

VU la Délibération du Conseil Municipal en date du 18 février 2010, mettant en place les nouvelles modalités de la Loi de Modernisation de l'Économie pour les changements d'usage de locaux du 4 août 2008,

VU l'avis favorable de la Direction de l'Urbanisme et la Direction de l'Habitat Durable et Solidaire de la Ville de Fontenay-sous-Bois en date du 27 juin 2019,

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une domiciliation entraînant la transformation totale d'un logement en cabinet de géomètre,

CONSIDÉRANT qu'aucune mesure de protection particulière du parc de logement ne s'impose dans le secteur,

ARRÊTE

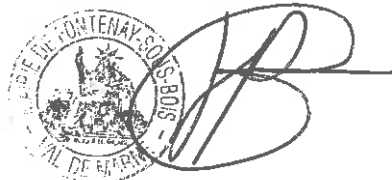
Article 1 : La présente autorisation est accordée à Monsieur DAILLY Sylvain, pour le changement d'usage du local d'habitation situé au 6-8 rue des belles vues, en cabinet de géomètre.

Article 2 : A défaut pour le bénéficiaire de la présente autorisation de se conformer aux conditions et obligations imposées, il sera requis l'application des dispositions de l'article L 651-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Article 3 : Ampliation sera adressée au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Fait à Fontenay-sous-Bois, le 1^{er} juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Certifié exécutoire
Le Maire,



ARRÊTÉ N°2019-AM- 75

**OBJET : RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION RUE DU
COMMANDANT JEAN DUHAIL
VOIRIE PUBLIQUE DÉPARTEMENTALE N° 240**

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et L411-1 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article R.417-10-IV, R417-3 et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Code de la Voirie Routière

VU le Règlement de la Voirie de la ville de Fontenay-sous-Bois,

CONSIDÉRANT que dans un souci d'ordre public et de sécurité eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement, il appartient au Maire, dans l'exercice de ses pouvoirs de police et de circulation, d'édicter les mesures propres à assurer les facilités de la circulation et du stationnement dans les rues, quais, place et voies publiques de la commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CIRCULATION

1.1 - VITESSE

Conformément au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route, la vitesse des véhicules sur la présente chaussée est limitée à 30 km/heure.

1.2 - VOIES DE CIRCULATION

La chaussée comporte une voie de circulation à l'usage des véhicules motorisés, des cyclistes et des piétons.

La chaussée comporte une voie de circulation de la rue Maurice Couderchet à la place Moreau David avec un plateau ralentisseur au n° 38.

La chaussée comporte une voie de circulation de la rue Boschot à la rue Dalayrac.

La chaussée comporte deux voies de circulation de la rue Boschot à la rue Maurice Couderchet.

1.3 – SENS DE CIRCULATION

Véhicules à moteur

La chaussée est en sens unique :

- de la rue Maurice Couderchet à la place Moreau David,
- de la Rue Boschot à la rue Maurice Couderchet.

La chaussée est à double sens :

- de la rue Boschot à la rue Dalayrac.

Cycliste :

La circulation des cyclistes est autorisée à contre-sens entre la place Moreau David et la rue Maurice Couderchet

1.4 – RÉGIME DE PRIORITÉ

Conformément à l'article R 411-7 du Code de la Route, les intersections sur la présente chaussée et dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par une signalisation spéciale ou par des feux de signalisation lumineux, sont désignées dans l'agglomération par un arrêté spécifique du Maire ou du Préfet (Arrêté général des STOP et balises de priorité)

ARTICLE 2 : STATIONNEMENT**2 -1 RÉGIME GÉNÉRAL**

Conformément à l'article 17 de l'ordonnance générale du préfet de police de Paris, en date du 1er juin 1969 relatif au stationnement abusif, il est interdit de laisser stationner un véhicules en un point quelconque de la voie publique et de ses dépendances plus de 24 heures consécutives.

- Sans objet

2 - 2 RÉSERVATION DU STATIONNEMENT**2.2.1 – Emplacements GIC – GIG**

Conformément à la loi d'orientation en date du 30 juin 1975, en faveur des personnes handicapées et aux textes pris pour son application, afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de garantir la sécurité des usagers dans les voies publiques concernées, un arrêté spécifique du maire, fixe les emplacements réservés au stationnement des véhicules conduits par des chauffeurs titulaires des cartes GIC, GIG ou leur équivalent européen

- Aux n° 12, 32 et 50

2.2.2 – Emplacements Livraisons

Considérant les besoins de fonctionnement de certains sites d'activités de la ville, afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de garantir la sécurité des usagers dans les voies publiques concernées, un arrêté spécifique du Maire, fixe les emplacements réservés aux livraisons de denrées, matériaux et matériels de ces sites.

- Aux n° 8 et 39

2.2.3 – Emplacements Transports de Fonds

Conformément à la loi du 10 juillet 2000, relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées et aux textes pris pour son application, afin de renforcer la sécurité des transporteurs de fonds et de ce fait celle des usagers du domaine public lors des opérations en question, des arrêtés spécifiques du Maire, fixent les emplacements réservés ci-après au stationnement des véhicules de transports de fond

- Au n° 39

2.2.4 – Zone de stationnement à durée limitée – « Zone bleue »

Conformément au décret n° 60-226 du 29 février 1960 relatif au dispositif de contrôle de la durée du stationnement dans les agglomérations et l'arrêté du 29 février 1960 qui en découle et du décret 1503/2007 (disque Européen)

- entre la rue Grognard et la place des Rosettes

2.2.5 – Autres dispositions

- Sans Objet

ARTICLE 3 : TRANSPORTS EN COMMUN

- Itinéraire de la ligne de bus 124

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

- Sans objet.

ARTICLE 5 : SIGNALISATIONS

La mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur seront à la charge des Services du Conseil Départemental du Val de Marne.

ARTICLE 6 : INFRACTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune de Fontenay-sous-Bois.

ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication.

Fontenay-sous-Bois, le 4 juillet 2019



Jean-Philippe GAUTRAIS

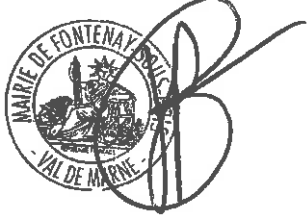
Non transmissible en Préfecture

Publication

le15 JUIL 2019.....



Certifié exécutoire
Le Maire,



ARRÊTÉ N°2019-AM-76

**Objet : RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT POUR LE TRANSPORT
DE FONDS SUR LA COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS**

Modification de l'arrêté 2018-AM-25

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et suivants,

VU le Code de la Route, et les décrets subséquents,

VU la loi N° 2000-646 du 10 juillet 2000

VU les décrets N° 2000-376 du 28 avril 2000 et N° 2000- 1234 du 18 décembre 2000,

VU la circulaire ministérielle N° NOR INT D 02 00 138 C du 10 juin 2002,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Règlement de Voirie de la Ville de Fontenay-sous-Bois,

CONSIDÉRANT que dans un souci d'ordre public et de sécurité eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement, il appartient au Maire, dans l'exercice de ses pouvoirs de police de la circulation, d'édicter les mesures propres à assurer les facilités de la circulation et du stationnement dans les rues, quais, places et voies publiques de la commune,

CONSIDÉRANT que les textes susvisés par leur application, renforcent la sécurité des transporteurs de fonds et de ce fait, celle des usagers du domaine public, lors des opérations en question,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : DES places sont réservées au bénéfice des transporteurs de fonds.

Ces emplacements seront matérialisés par un marquage au sol et une signalisation horizontale, arrêt qualifié « arrêt minute », aux endroits suivants :

- 131 rue Dalayrac
- 149 rue Dalayrac
- 151 rue Dalayrac
- 2 rue Mauconseil
- 7 rue Notre Dame
- 3 avenue Victor Hugo
- 51 boulevard de Verdun
- 39 rue du Commandant Jean Duhail

ARRÊTÉ N°2019-AM-76

**RÈGLEMENTATION DU STATIONNEMENT POUR LE TRANSPORT DE
FONDS SUR LA COMMUNE DE FONTENAY-SOUS-BOIS**

ARTICLE 2 : La mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur seront à la charge des Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté cessera de plein droit, si l'activité justifiant la réservation de l'aire de stationnement vient de cesser. Dans ce cas, le demandeur devra, à sa charge et à ses frais, remettre le domaine public dans son état initial, dans un délai d'un mois.

La présente autorisation pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, dans l'intérêt public, sans que le permissionnaire puisse demander aucune indemnité. Dans ce cas, les lieux devront être remis en leur état primitif aux frais du permissionnaire dans un délai d'un mois, à dater de la notification de l'arrêté portant retrait ou modification.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication

Fontenay-sous-Bois, le 4 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Certifié exécutoire
Le Maire,



ARRÊTÉ N°2019-AM-77

**OBJET : RÉGLEMENTATIONS DES VOIES ÉQUIPÉES DE
RALENTISSEURS
MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 2016-AM-15**

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article R.417-10, et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969, réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publiques toujours en vigueur dans le département du Val de Marne,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Règlement de Voirie de la Ville de Fontenay-sous-Bois,

VU l'aménagement spécifique ou la requalification de certaines voies de la Commune avec le double objectif d'une reconquête de l'espace public par les piétons et les circulations douces sur la base d'un meilleur partage de la voirie ainsi que de dispositions visant à diminuer la vitesse des véhicules,

CONSIDÉRANT que les voies en question présentent une vie locale prépondérante et intense où il est important par une conduite apaisée de restituer aux habitants un cadre de vie plus agréable, moins bruyant et moins pollué,

CONSIDÉRANT que ces objectifs et aménagements prévalent à la mise en œuvre de ralentisseurs,

CONSIDÉRANT alors la nécessité d'assurer la sécurité des piétons, des usagers, des cycles et véhicules et d'améliorer la fluidité et la qualité de la circulation, il importe de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTE

ARTICLE 1 : VOIES ÉQUIPÉES DE DISPOSITIFS RALENTISSEURS

Les voies ou parties de voies suivantes sont équipées de ralentisseurs de type : trapézoïdaux « coussins Berlinoïse » carrefours surélevés, dos d'âne.

1.1 – VITESSE

La vitesse maximale à laquelle les véhicules sont autorisés à franchir le ralentisseur, est limitée à 30km/heure.

1.2 – VOIRIES

- Rue Pierre Dulac (entre le n° 38 et le n° 40)
- Rue de la Renardière (entre la rue des Beaumont et la rue d'Estienne d'Orves)

ARRÊTÉ N°2019-AM-77
RÉGLEMENTATIONS DES VOIES ÉQUIPÉES DE RALENTISSEURS

- Rue Lafontaine (entre la rue Jean-Pierre Timbaud et l'avenue Victor Hugo)
- Rue Émile Roux (entre la rue Pierre Dulac et la rue Pasteur)
- Rue des Émeris
- Rue des Moulins
- Avenue Rabelais
- Rue Dalayrac (intersection avec la rue Émile Roux)
- Rue Émile Boutrais (à la hauteur de la rue de Trucy)
- Rue Émile Boutrais (n° 27)
- Rue des Quatre Ruelles (angle villa des 4 ruelles)
- Avenue de la Dame Blanche (à la hauteur du N° 53)
- Rue du Commandant Jean Duhall (n° 38)

ARTICLE 2 : SIGNALISATIONS

La signalisation se fera par les panneaux réglementaires B14 – A2B –C27.

La mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur seront à la charge des services techniques municipaux.

ARTICLE 3 : INFRACTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

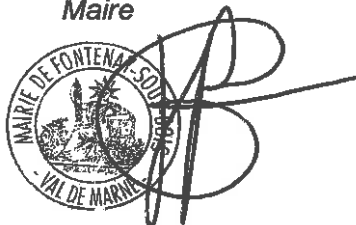
Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

ARTICLE 5 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication

Fontenay-sous-Bois, le 4 juillet 2019

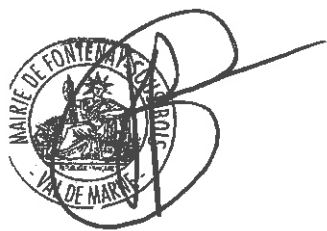
Jean-Philippe GAUTAIS
Maire



Publication

le15. JUIL. 2019.....

Certifié exécutoire
Le Maire,



ARRÊTÉ N°2019-AM-78

**OBJET : RÉGLEMENTATION DES AIRES DE LIVRAISONS ET AIRES
D'ATTENTE DE LIVRAISONS SUR LES VOIES PUBLIQUES DE LA
COMMUNE**

Modifiant l'arrêté n°2013-AM-44

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article R.417-2, et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU les dispositions du livre I^{er} de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière dans ses parties de 1 à 8,

VU le Règlement de Voirie de la Ville de Fontenay-sous-Bois,

CONSIDÉRANT le fonctionnement des sites d'activités de la Ville en particulier au niveau de leurs besoins en livraisons de denrées, matériaux et matériels,

CONSIDÉRANT que la configuration de la voirie sur les sites concernés rend nécessaire, pour garantir la sécurité de tous les usagers de ces voies, de réserver des emplacements pour l'arrêt de véhicules de livraisons sur les voies publiques de la commune de Fontenay sous bois, afin d'améliorer la fluidité de la circulation dans ces voies,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

A compter de la date du présent arrêté, l'arrêt de véhicules de livraisons sera autorisé au droit des (ou face aux) numéros et pendant les horaires définis dans le tableau ci-après :

ARRÊTÉ N°2019-AM-78
AIRES DE LIVRAISONS ET AIRES D'ATTENTE DE LIVRAISONS
SUR LES VOIES PUBLIQUES DE LA COMMUNE

ADRESSE			HORAIRES
3 / 5	rue	Ancienne Mairie (de l')	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
1 / 3	rue	Dalayrac	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
51	rue	Dalayrac	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
96	rue	Dalayrac	du lundi au vendredi de 6 h à 12 h
1	rue	Dulac (Pierre)	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
159	boulevard	Gallieni	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
21	rue	Gambetta	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
49	rue	Gay Lussac	du lundi au vendredi de 7 h à 12 h
3 / 5	rue	Joffre (du Maréchal)	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
116 / 122	rue	Joffre (du Maréchal)	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
61	rue	Bois des Joncs Marin (du)	le mardi de 9 h à 13 h le mercredi et Jeudi de 13h30 à 18h
2	rue	Léger (Fernand)	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
8	place	Moreau David	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
18	place	Moreau David	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
10 bis	rue	Mot	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
Devant le Mercure	avenue	des Olympiades	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
22	rue	Racine	du lundi au vendredi de 6 h à 12 h
7 / 9	rue	République (de la)	du lundi au vendredi De 7 h à 18 h
65	avenue	République (de la)	du lundi au vendredi de 6 heures à 14 heures
199 ter	avenue	République (de la)	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h

ARRÊTÉ N°2019-AM-78

**AIRES DE LIVRAISONS ET AIRES D'ATTENTE DE LIVRAISONS
SUR LES VOIES PUBLIQUES DE LA COMMUNE**

ADRESSE			HORAIRES
253 / 255	avenue	République (de la)	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
3 / 5	rue	Rosny	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
93	rue	Roublot	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
Face au N° 84	rue	Roublot (halle)	du lundi au vendredi de 7 h à 18 h
	Villa	du Châtelet / rue Charles Bassée	
5	rue	Fontaine du Vaisseau	du lundi au vendredi de 6 h à 13 h
89	rue	Dalayrac	le mardi et mercredi de 7 heures à 18 heures
2	avenue	Charles Garcia "aire d'attente de livraison"	du lundi au samedi de 6 heures à 15 heures
1	rue	Dalayrac	du lundi au samedi de 20 heures à 13 heures
46ter	rue	Fabre d'Églantine	du lundi au vendredi de 8 heures à 18 heures
2	avenue	du Val-de-Fontenay	Permanent
9	Avenue	du Val-de-Fontenay	Permanent
11/13	Rue	Terres Saint Victor	Permanent
Face	Ste Générale	rue du Bois de l'Aulnay	Permanent
105	avenue	Foch	Permanent de 7 heures à 18 heures
1	avenue	de Stalingrad	Permanent de 7 heures à 18 heures
215/217	rue	Lafontaine	Permanent de 7 heures à 18 heures
39	Rue	Duhail (Commandant Jean)	Permanent de 7 heures à 18 heures

ARTICLE 2 : SIGNALISATIONS

La mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur seront à la charge des Services Techniques Municipaux.

ARRÊTÉ N°2019-AM-78
AIRES DE LIVRAISONS ET AIRES D'ATTENTE DE LIVRAISONS
SUR LES VOIES PUBLIQUES DE LA COMMUNE

ARTICLE 3 : INFRACTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune..

ARTICLE 5 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication.

Fontenay-sous-Bois, le 4 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Publication
le 12/08/2019.....

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
L. DAMIANI

ARRÊTÉ N° 2019-AM-83

Annule et remplace
L'arrêté N° 2019-AM-31

OBJET:

REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE
ZONE BLEUE - EMBLACEMENT A DUREE LIMITEE DE STATIONNEMENT

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et L411-1 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article R.417-10-IV, R417-3 et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Région Île-de-France approuvé le 15 décembre 2000 dont l'une des orientations porte sur l'organisation du stationnement sur le domaine public,

VU le décret n° 60-226 du 29 février 1960 relatif au dispositif de contrôle de la durée du stationnement dans les agglomérations et l'arrêté du 29 février 1960 qui en découle,

VU le décret 1503/2007 (disque Européen)

CONSIDÉRANT l'attractivité de certains quartiers de la ville et les déplacements automobiles importants qu'elle génère en journée,

CONSIDÉRANT que de ce fait et eu égard aux nécessités de la circulation ainsi que de la protection de l'environnement, il importe pour des raisons de sécurité et de commodité des déplacements de limiter la durée du stationnement dans certaines voies de ces quartiers,

ARRÊTE

A compter du 16 septembre 2019, les dispositions de l'arrêté municipal 2019-AM-31 du 19 mars 2019, sont modifiées comme suit :

ARTICLE 1 - ZONES DE STATIONNEMENT A DUREE LIMITEE

Les voiries, parcs de surface et dépendances affectées au stationnement à durée limitée sur le territoire de la commune de Fontenay-sous-Bois sont les suivants :

Zone bleue

Matérialisée par une signalisation horizontale de couleur bleue :

Quartier du Village

- Rue Mauconseil
- Rue du Commandant Jean Duhail [Grognard / place des Rosettes]
- Rue Maurice Couderchet
- Rue Mot [place de la Libération / F. Poil]
- Rue Notre Dame [Mauconseil / A. Bassée]
- Boulevard André Bassée
- Rue de l'Ancienne Mairieyè
- Rue de Joinville [D. Richebois / L.X. de Ricard]
- Rue de Neuilly [Rosny / Berceau]
- Parking Mot

Secteur de la ligne de crête

- Rue Guérin Leroux [Rosny / Gallieni]
- Boulevard Gallieni [Lacassagne / place des Martyrs]
- Avenue Victor Hugo [J. Jaurès / Verdun]
- Avenue de la République [sentier du Moulin des Rosettes / Verdun]
- Boulevard de Verdun [place du 8 mai 1945 / P. Bert]

Quartier des Parapluies

- Rue du Passeleu
- Rue des Trois Territoires
- Rue Lebrix
- Rue Coli
- Rue Nungesser
- Rue de la Santé
- Rue Turpin
- Rue Médéric
- Rue Pierre Demont
- Rue Jules Massenet
- Rue Émile Boutrais [commune de Vincennes / Stalingrad]
- Avenue de Stalingrad [E. Boutrais / Quatre Ruelles]
- Avenue Parmentier [G. Le Tiec / G. Péri]
- Rue Georges Le Tiec [Parmentier / Quatre Ruelle]
- Rue Gabriel Péri [Quatre Ruelles / Parmentier]
- Rue de Trucy
- Rue de l'Avenir
- Rue de la Renardière
- Rue Émile Boutrais
- Rue d'Estienne d'Orves [ave République / Parmentier]
- Rue Hector Malot

Quartier du Bois Clos d'Orléans

- Avenue de la Dame Blanche
- Avenue Foch
- Avenue des Charmes
- Avenue de la Porte Jaune
- Avenue Odette
- Place Moreau David
- Rue du Clos d'Orléans
- Rue Emile Roux

Quartier des Rigollots

- Rue Dalayrac [Rigollots / Dulac]
- Avenue Stalingrad
- Avenue de la République [Rigollots / E. d'Orves]
- Rue des Beaumonts
- Parking Eugène Martin
- Parking Roublot

Quartier Jean Zay

- Rue Charles Garcia [Olympiades / Jean Zay]

Quartier des Alouettes

- Avenue du Mal de Lattre de Tassigny [parking école Pierre Demont]

ARTICLE 2 – REGLEMENTATION GENERALE**2.1 - Jours, horaires et durée****2.1.1 - Zone bleue**

Sur les voies définies à l'article 1.1, tous les jours, sauf dimanches, jours fériés et le mois d'août, il est interdit entre 9 heures et 12 heures 30 et entre 13 heures 30 et 18 heures 30, de laisser stationner tout véhicule pendant une durée supérieure à 1 heure 30 minutes.

2.1.2 - Emplacements à durée limitée de stationnement

Sur les emplacements définis à l'article 1.2, tous les jours, sauf dimanches, jours fériés, il est interdit entre 9 heures et 19 heures 30 de laisser stationner tout véhicule pendant une durée supérieure à celle indiquée sur le dispositif de signalétique verticale.

En cas de dysfonctionnement du dispositif de signalisation verticale, les dispositions de limitation de durée du stationnement visées à l'article 2.1.1, s'appliquent sur les emplacements mentionnés ci-dessus.

2.2 - Exceptions

Ces mesures ne s'appliquent pas aux véhicules d'urgences et de secours dans le cadre de leurs interventions, ni, en cas d'urgence avérée :

- aux véhicules communaux de la Ville de Fontenay-sous-Bois, identifiés par l'apposition sur leur carrosserie du marquage spécifique à la ville et dans les mêmes conditions aux véhicules des entreprises chargées par contrat avec la ville de l'entretien de la voirie, de l'éclairage public et des dispositifs de signalisation lumineuse,
- ainsi qu'aux véhicules des services de distribution d'eau, d'électricité, de gaz et de chaleur, les opérateurs de télécommunication et les services d'assainissement, identifiés par l'apposition sur leur carrosserie du marquage spécifique de leur service.

ARTICLE 3 – DEROGATIONS**Véhicules présentant un caducée médical ou paramédical**

Conformément à la circulaire du Ministère de l'Intérieur n° 30 du 26 janvier 1995, les véhicules des médecins arborant le caducée, ou ceux des sages-femmes arborant leur insigne professionnel, pourront bénéficier de mesures de tolérance en matière de stationnement irrégulier dès lors que leurs propriétaires sont appelés à exercer leurs activités professionnelles au domicile de leurs patients, ou à proximité de leur domicile en cas d'astreinte et essentiellement pour satisfaire à leurs obligations, en cas d'urgence.

REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE - ZONE BLEUE

De ce fait, et dans les conditions décrites ci-dessus, les véhicules de médecins et de sages-femmes sont autorisés à stationner hors contraintes horaires et de durée de la zone bleue sur les voies définies à l'article 1.1.

Ces stationnements irréguliers, sous peine de verbalisation, ne doivent pour autant ne pas être de nature à gêner exagérément la circulation générale ou constituer un danger pour les autres usagers, notamment les piétons.

ARTICLE 4 – EMPLACEMENTS PARTICULIERS

Des emplacements matérialisés sur les voies définies à l'article 1.1 pourront être réservés à certaines catégories d'usagers, à savoir :

4.1 - Emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées

Réservés exclusivement aux véhicules utilisés par les personnes titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles, ces emplacements sont matérialisés au sol et définis par arrêté municipal spécifique.

4.2 - Emplacements pour livraisons

Réservés exclusivement à l'arrêt, au sens du Code de la Route, des véhicules effectuant des livraisons, ces emplacements sont matérialisés au sol et définis par arrêté municipal spécifique.

Ces emplacements sont utilisables hors contraintes horaires et la durée de la zone bleue, sur les plages horaires fixées sur l'arrêté municipal désigné ci-dessus ; en dehors de ces plages horaires, ils sont réaffectés à la zone bleue.

Sur ces emplacements, le stationnement de tous véhicules autres que ceux définis ci-dessus est interdit et considéré comme gênant au sens de l'article R.417/10 du Code de la Route, aux jours et heures mentionnées dans l'arrêté municipal désigné ci-dessus, sous réserve des signalisations réglementaires.

ARTICLE 5 – MODALITES D'UTILISATION DU STATIONNEMENT A DUREE LIMITEE**5.1 - Généralités****5.1.1 - Zone bleue**

Tout véhicule en stationnement sur les voies définies à l'article 1.1 doit être positionné, à l'intérieur du marquage au sol délimitant les emplacements.

Sur ces voies, tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu d'utiliser un disque de contrôle de la durée du stationnement réglementaire.

Le disque de contrôle de la durée de stationnement doit être apposé en évidence sur la face interne du pare-brise, ou si le véhicule n'en comporte pas, à un endroit apparent convenablement choisi.

Le disque doit faire apparaître l'heure d'arrivée de telle manière que cette indication puisse être vue distinctement et aisément par un observateur placé devant le véhicule.

5.1.2 - Emplacements à durée limitée de stationnement

Tout véhicule en stationnement sur les voies définies à l'article 1.2 doit être positionné, seul, à l'intérieur des marquages au sol délimitant un seul emplacement.

Sur ces emplacements, tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu de le retirer à l'expiration du temps maximum de stationnement indiqué sur le dispositif de signalétique verticale.

5.2 - infractions au stationnement à durée limitée

Sans préjuger des règles du Code de la Route, les infractions au stationnement à durée limitée sont les suivantes :

- Stationnement hors marquage au sol d'un emplacement ;
- Défaut de disque réglementaire de contrôle de la durée de stationnement (absent, non apparent ou non lisible de l'extérieur du pare brise du véhicule) ;
- Dépassement du temps limite indiqué sur le disque ou de la durée indiquée sur le dispositif de signalétique verticale.

ARTICLE 6 – SIGNALISATIONS

Excepté les emplacements de stationnement à durée limitée, les lieux soumis à la zone bleue seront signalés, en entrée et sortie de zone, par panneaux réglementaires et par marquage au sol de couleur bleue.

Les emplacements seront matérialisés au sol, en angles, en marquage discontinu en en marquage continu.

La mise en place et la maintenance des signalisations verticales et horizontales nécessaires à la matérialisation des dispositions du présent arrêté sont à la charge des services municipaux.

ARTICLE 7 – INFRACTIONS AUX REGLES DE STATIONNEMENT

Outre les services de la Police Nationale et de Gendarmerie, la surveillance et le contrôle du stationnement sont effectués par des agents communaux dûment habilités et assermentés.

Sous réserve d'assermentation, ces derniers sont également habilités à constater les infractions aux règles du stationnement stipulées dans le Code de la Route, dans les rues de la zone bleue.

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 – EXECUTION

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et de l'Urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

ARTICLE 9 – RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication.

Fontenay-sous-Bois, le 6 août 2019

Le Maire,

Jean-Philippe GAUTRAIS

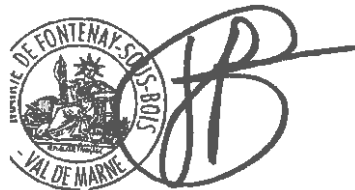


Pour le Maire et par délégation

L. DAMIANI



Certifié exécutoire
Le Maire,



ARRÊTÉ N°2019-AM-91

OBJET : RÉGLEMENTATION DE CIRCULATION RUE HENRI WALLON

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et L.411-1 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article R.417-10-IV, R.417-3 et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Code de la Voirie Routière

VU le Règlement de la Voirie de la ville de Fontenay-sous-Bois,

CONSIDÉRANT que dans un souci d'ordre public et de sécurité eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement, il appartient au Maire, dans l'exercice de ses pouvoirs de police et de circulation, d'édicter les mesures propres à assurer les facilités de la circulation et du stationnement dans les rues, quais, places et voies publiques de la commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CIRCULATION

1.1 - GESTION DES ACCÈS AU GROUPE SCOLAIRE HENRI WALLON

En période scolaire du lundi au vendredi, l'accès à la partie comprise entre la rue Louise Michel et la rue Paul Éluard est interdit à la circulation routière :

- De 8 heures 10 à 8 heures 40
- De 16 heures 10 à 16 heures 40

1.2 - VITESSE

En dehors de la période précitée et conformément au sens de l'article R 110/2 du Code de la Route, la vitesse des véhicules sur la présente chaussée est limitée à 30 KM/heure.

1.3 - VOIES DE CIRCULATION

Partie comprise entre l'avenue Charles Garcia et la rue Paul Éluard (côté Louise Michel) :

- La chaussée comporte deux voies de circulation non matérialisées.

Partie comprise entre la rue Paul Éluard (côté Louise Michel) et la rue Louise Michel :

- La chaussée comporte une voie de circulation non matérialisée.

ARRÊTÉ N°2019-AM-91
RÈGLEMENTATION DE CIRCULATION RUE HENRI WALLON

À l'abord de l'avenue Charles Garcia, les voies de circulation sont séparées par un îlot central.

1.4 – SENS DE CIRCULATION

Véhicules à moteur

La chaussée est à double sens.

La partie de chaussée comprise entre l'avenue Charles Garcia et la rue Paul Éluard (côté Charles Garcia) est en impasse sur la rue Paul Éluard (côté Charles Garcia).

La partie de chaussée comprise entre la rue Paul Éluard (côté Louise Michel) et la rue Louise Michel est en impasse sur la rue Paul Éluard (côté Louise Michel).

Cycliste :

La circulation des cyclistes est autorisée à contre-sens.

1.4 – RÈGIME DE PRIORITÉ

Conformément à l'article R 411-7 du Code de la Route, les intersections sur la présente chaussée et dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par une signalisation spéciale ou par des feux de signalisation lumineux, sont désignées dans l'agglomération par un arrêté spécifique du Maire ou du Préfet (Arrêté général des STOP et balises de priorité).

Dans sa partie comprise entre la rue Paul Éluard (côté Louise Michel) et la rue Louise Michel, la voie de circulation est en sens prioritaire de la rue Paul Éluard (côté Louise Michel) vers la rue Louise Michel.

ARTICLE 2 : STATIONNEMENT

2-1 RÉGIME GÉNÉRAL

Conformément à l'article 17 de l'ordonnance générale du préfet de police de Paris, en date du 1er juin 1969 relatif au stationnement abusif, il est interdit de laisser stationner un véhicules en un point quelconque de la voie publique et de ses dépendances plus de 24 heures consécutives.

Partie comprise entre l'avenue Charles Garcia et la rue Paul Éluard (côté Charles Garcia) :

- Le stationnement est interdit sur chaussée côté pair

Partie de chaussée comprise entre la rue Paul Éluard (côté Charles Garcia) et la rue Paul Éluard (côté Louise Michel) :

- Le stationnement est interdit sur chaussée des deux côtés pour permettre les accès des services d'urgence et de sécurités et en vertu des dispositions du plan « Vigipirate » au droit de l'école maternelle 2 du Groupe Scolaire Henri Wallon.

Partie comprise entre la rue Paul Éluard (côté Louise Michel) et la rue Louise Michel :

- Le stationnement est interdit sur chaussée côté pair, en vertu des dispositions du plan « Vigipirate » au droit de l'école maternelle 1 du Groupe Scolaire Henri Wallon.
- L'arrêt et le stationnement sont interdits sur 10 ml (sur toute la partie en damier).

ARRÊTÉ N°2019-AM-91
RÈGLEMENTATION DE CIRCULATION RUE HENRI WALLON

- Le stationnement est autorisé sur trottoir côté impair, excepté au droit des sorties riveraines.

2 - 2 RÉSERVATION DU STATIONNEMENT

2.2.1 – Emplacements GIC – GIG

Conformément à la loi d'orientation en date du 30 juin 1975, en faveur des personnes handicapées et aux textes pris pour son application, afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de garantir la sécurité des usagers dans les voies publiques concernées, un arrêté spécifique, du Maire, fixe les emplacements réservés au stationnement des véhicules conduits par des chauffeurs titulaires des cartes GIC, GIG ou leur équivalent européen

- Aux n° 2, 4 et 5.

2.2.2 – Emplacements Livraisons

Considérant les besoins de fonctionnement de certains sites d'activités de la ville, afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de garantir la sécurité des usagers dans les voies publiques concernées, un arrêté spécifique du Maire, fixe les emplacements réservés aux livraisons de denrées, matériaux et matériels de ces sites.

- Sans objet.

2.2.3 – Emplacements Transports de Fonds

Conformément à la loi du 10 juillet 2000, relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées et aux textes pris pour son application, afin de renforcer la sécurité des transporteurs de fonds et de ce fait celle des usagers du domaine public lors des opérations en question, des arrêtés spécifiques du Maire, fixent les emplacements réservés ci-après au stationnement des véhicules de transports de fond

- Sans objet.

2.2.4 – Autres dispositions

- Sans objet.

ARTICLE 3 : TRANSPORTS EN COMMUN

- Sans objet.

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS
--

- Sans objet.

ARRÊTÉ N°2019-AM-91
RÈGLEMENTATION DE CIRCULATION RUE HENRI WALLON

ARTICLE 5 : SIGNALISATIONS

La mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur seront à la charge des Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 : INFRACTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune de Fontenay-sous-Bois.

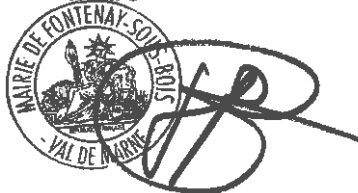
ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication.

Fontenay-sous-Bois, le 27 août 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 10/09/2019
Publication
le 10/09/2019
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,

ARRÊTÉ N°2019-AM-99

OBJET : Interdiction de l'utilisation de glyphosate utilisé sur le territoire de la commune de Fontenay-sous-Bois

LE MAIRE,

VU la Constitution du 4 octobre 1958 ;

VU la Charte de l'environnement, notamment ses articles 1, 3 et 5 qui disposent que tout individu a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé, mais a également le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement, d'en prévenir les atteintes ou à défaut d'en limiter les atteintes et qu'en ce sens, les autorités publiques doivent prendre toutes mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation d'un dommage, même si ce dommage n'est pas certain en l'état des connaissances scientifiques ;

VU le règlement n° 1107/2009 du 21 octobre 2009 du Parlement européen, en son article 1^{er} qui dispose que les États membres peuvent appliquer le principe de précaution lorsqu'il existe une incertitude scientifique quant aux risques concernant la santé humaine ou animale ou l'environnement que représentent les produits pharmaceutiques devant être autorisés sur leur territoire ;

VU le Code général des collectivités territoriales et, notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2, disposant que le Maire est chargé de la police municipale et que cette dernière comprend, notamment, l'interdiction des exhalaisons nuisibles, la projection de toute matière de nature à nuire, en quelque manière que ce soit, à la sûreté ainsi que la prévention par des précautions convenables visant à faire cesser les fléaux calamiteux et les pollutions de toute nature ;

VU le Code de l'environnement et notamment l'article L.110-1 qui dispose qu'en vertu du principe de précaution, en l'absence de certitudes et, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas être en retardée l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles pour l'environnement ;

VU le Code de la santé publique notamment les articles L.1311-1 et L.1311-2, disposant que le Maire a compétence pour édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans la commune ;

VU le Code pénal et notamment l'article R.610-5 qui sanctionne la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les arrêtés de police et sont punis d'une amende pour les contraventions de 1^{ère} classe ;

VU la loi n°2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national, dite loi Labbé,

ARRETE n° 2019-AM-99
Interdiction de l'utilisation de glyphosate utilisé
sur le territoire de la commune de Fontenay-sous-Bois

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de la Charte de l'environnement, chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé, mais également que toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement et prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences ;

CONSIDERANT que conformément à la Charte de l'environnement, au règlement n° 1007/20019 du Parlement européen, ainsi que l'article L.110-1 du Code de l'environnement, est posé le principe de précaution ;

CONSIDERANT que le principe de précaution induit également que les autorités publiques veillent, dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage ;

CONSIDERANT que la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a également modifié la loi dite Labbé pour avancer au 1^{er} janvier 2019 l'interdiction de la vente aux particuliers et l'interdiction de la détention et de l'utilisation par les utilisateurs non professionnels de tous les produits phytopharmaceutiques excepté les produits de biocontrôle, autorisés en agriculture biologique et à faibles risques ;

CONSIDERANT que la ville s'est engagée dans la réduction des produits phytosanitaires sur l'espace public depuis 2005, la protection biologique intégrée dès 2013 comme stratégie alternative aux produits phytosanitaires et a totalement supprimé ceux-ci en 2017, selon les termes de la loi Labbé ;

CONSIDERANT que la ville s'est, par la signature de la charte « Ville et territoires sans perturbateurs endocriniens » le 28 septembre 2018 et par la délibération n° 2018-12-30-DD en décembre 2018, engagée à élaborer un plan d'actions pour lutter contre les perturbateurs endocriniens

CONSIDERANT que la ville a mis au point une charte des espaces publics partagés qui interdit l'usage des produits phytosanitaires

CONSIDERANT que de nombreuses études ont été réalisées sur l'utilisation du glyphosate et ses impacts sur la santé ainsi que sur l'environnement, dont une étude réalisée par l'institut Ramazzini en Italie avec la collaboration de plusieurs universités européennes et américaines, qui a démontré que l'exposition à long terme aux herbicides au glyphosates peut mener à une bioaccumulation de la substance ;

CONSIDERANT également en ce sens qu'un rapport publié en juillet 2015 par le Centre international des Recherches contre le Cancer (CIRC) dépendant de l'ONU a classé le glyphosate comme produit cancérigène pour l'animal et produit cancérigène probable pour l'homme ;

CONSIDERANT que des doutes persistent quant aux impacts sur la santé ainsi que sur l'environnement de l'utilisation du glyphosate et qu'en raison de ces incertitudes scientifiques, le principe de précaution est rendu parfaitement applicable ;

CONSIDERANT qu'au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, il n'existe aucune certitude sur l'innocuité de la substance active glyphosate, que le principe de précaution est rendu applicable et qu'il incombe ainsi aux autorités compétentes, dont le Maire, de garantir un environnement équilibré et respectueux de la santé pour tous.

ARRETE n° 2019-AM-99
Interdiction de l'utilisation de glyphosate utilisé
sur le territoire de la commune de Fontenay-sous-Bois

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'utilisation de tout produit contenant du glyphosate utilisé pour lutter contre des organismes considérés comme nuisibles est interdite sur l'ensemble du territoire de la Commune de Fontenay-sous-Bois

ARTICLE 2 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois en vigueur, notamment par application d'une amende de 38 euros.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- Les bailleurs sociaux, les syndicats et copropriétaires de la ville de Fontenay-sous-Bois

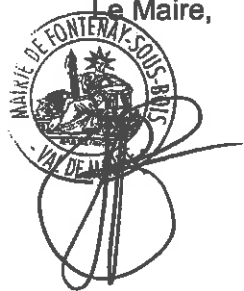
Fontenay-sous-Bois, le 10 septembre 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



Certifié exécutoire
Le Maire,



ARRÊTÉ N°2019-AM-100

OBJET : REGLEMENTATION DE LA RUE DES BEAUMONTS

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et L411-1 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article R.417-10-IV, R417-3 et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Règlement de la Voirie de la ville de Fontenay-sous-Bois,

CONSIDÉRANT que dans un souci d'ordre public et de sécurité eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement, il appartient au Maire, dans l'exercice de ses pouvoirs de police et de circulation, d'édicter les mesures propres à assurer les facilités de la circulation et du stationnement dans les rues, quais, place et voies publiques de la commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : CIRCULATION

1.1 - VITESSE

Conformément au sens de l'article R.110/2 du Code de la Route, la vitesse des véhicules sur la présente chaussée est limitée à 30 KM/heure.

1.2 - VOIES DE CIRCULATION

La chaussée comporte une voie de circulation à l'usage des véhicules motorisés, des piétons et des cyclistes.

La chaussée comporte une voie de circulation de la rue André Laurent à l'avenue Parmentier, avec un carrefour surélevé à l'intersection de la rue de la Renardière.

1.3 - SENS DE CIRCULATION

Véhicules à moteur

La chaussée est à sens unique,

- de la rue André Laurent vers l'avenue Parmentier

Cyclistes

La circulation des cyclistes est autorisée en contre-sens, entre l'avenue Parmentier et la rue André Laurent.

1.4 - REGIME DE PRIORITE

Conformément à l'article R 411-7 du Code de la Route, les intersections sur la présente chaussée et dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par une signalisation spéciale ou par des feux de signalisation lumineux, sont désignées dans l'agglomération par un arrêté spécifique du Maire ou du Préfet (Arrêté général des STOP et balises de priorité)

ARTICLE 2 : STATIONNEMENT

2 -1 - REGIME GENERAL

Conformément à l'article 17 de l'ordonnance générale du préfet de police de Paris, en date du 1er juin 1969 relatif au stationnement abusif, il est interdit de laisser stationner un véhicules en un point quelconque de la voie publique et de ses dépendances plus de 24 heures consécutives.

2 - 2 - RESERVATION DU STATIONNEMENT

2.2.1 - Emplacements GIC - GIG

Conformément à la loi d'orientation en date du 30 juin 1975, en faveur des personnes handicapées et aux textes pris pour son application, afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de garantir la sécurité des usagers dans les voies publiques concernées, un arrêté spécifique du maire, fixe les emplacements réservés au stationnement des véhicules conduits par des chauffeurs titulaires des cartes GIC, GIG ou leur équivalent européen

- Sans objet

2.2.2 - Emplacements Livraisons

Considérant les besoins de fonctionnement de certains sites d'activités de la ville, afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de garantir la sécurité des usagers dans les voies publiques concernées, un arrêté spécifique du Maire, fixe les emplacements réservés aux livraisons de denrées, matériaux et matériels de ces sites.

- Sans objet

2.2.3 - Emplacements Transports de Fonds

Conformément à la loi du 10 juillet 2000, relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées et aux textes pris pour son application, afin de renforcer la sécurité des transporteurs de fonds et de ce fait celle des usagers du domaine public lors des opérations en question, des arrêtés spécifiques du Maire, fixent les emplacements réservés ci-après au stationnement des véhicules de transports de fond.

- Sans Objet

2.2.4 - Création d'une Zone Bleue

Implantation d'une Zone Bleue, sur l'ensemble de la voie.

ARTICLE 3 : TRANSPORTS EN COMMUN

- Sans objet

ARTICLE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

- Sans objet

ARTICLE 5 : SIGNALISATIONS

La mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur seront à la charge des Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 6 : INFRACTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : EXECUTION

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune de Fontenay-sous-Bois.

ARTICLE 8 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication.

Fontenay-sous-Bois, le 23 septembre 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE

**EN APPLICATION DE L'ARTICLE
L. 2122-22 du C.G.C.T**

**DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CGCT**

SOMMAIRE

2019-CULT-67	Cession à titre gracieux d'un vidéoprojecteur et d'un focal à la société MELPOMEDE
2019-F-68	Tarifs de location des bassins de la piscine
2019-SJ-69	Désignation et honoraires d'avocat cabinet SARTORIO - Permis de Construire 50, rue de Joinville
2019-HL-70	Convention MAD pour 2 Emile Roux avec l'assoc Cité Fontenay Jeunes
2019-F-71	Demande de subvention dans le cadre du dispositif DSIL pour l'achat de trois véhicules électriques
2019-COMP-72	Modification de la régie de recettes du cimetière
2019-A-73	Modification n°2 au marché de encarts publicitaires
2019-SJ-74	Honoraires d'avocat - Cabinet SEBAN - Contentieux M.K.SPACH
2019-HL-75	Convention de mise à disposition d'un lieu public pour l'installation d'un espace de restauration dans le cadre de Fontenay-sous-soleil du 12 juillet au 8 août 2019
2019-CULT-76	Convention avec le collège Joliot-Curie relative au partenariat sur les Classes à Horaires Aménagés Musique pour l'année scolaire 2019/2020
2019-CULT-77	Convention avec le collège Jean-Macé relative au partenariat sur les Classes à Horaires Aménagés Théâtre pour l'année scolaire 2019/2020
2019-F-78	Actualisation des tarifs activités artistiques pour année 2019-2020
2019-F-79	Elargissement de la gratuité des inscriptions tout public médiathèque
2019-COMP-80	Modification de la régie d'avances du séjour à Camplong d'Aude du 15 au 24 juillet 2019, organisé par le service municipal de la jeunesse

2019-CULT-81	Convention de partenariat à conclure avec l'association Compagnons Bâtisseurs Ile-de France relative à l'aménagement d'un espace de création à la Médiathèque en 2019/2020
2019-COMP-82	Suppression de la sous-régie de recettes de Médiabus auprès de la Médiathèque
2019-COMP-83	Suppression de la régie de recettes de la Médiathèque Louis Aragon
2019-COMP-84	Suppression de la régie d'avances et de recettes du service culturel
2019-COMP-85	Création de la régie de recettes de l'espace Gérard Philipe
2019-COMP-87	Création de la régie de recettes de l'Ecole d'Arts
2019-COMP-89	Convention de mise à dispo temporaire d'un local commercial 19 ave Parmentier au profit de l'association MANA
2019-SJ-90	Honoraires d'avocat cabinet SEBAN et associés - Recours de plein contentieux d'un ex-agent communal
2019-SJ-91	Honoraires d'avocat cabinet SARTORIO et associés - CC des Larris (Boulangerie) projet d'acquisition du local par la ville
2019-HL-92	Avenant à la convention de mise à disposition pour le 12 rue Pierre Grange entre la ville et l'EPF
2019-ENS-93	Tarifs de la participation annuelle aux cours municipaux pour adultes de français et langues étrangères
2019-COMP-94	Modification de la régie du conservatoire
2019-SJ-95	Honoraires d'avocat - cabinet SARTORIO et associés. Affaire : Centre commercial des Larris– boulangerie : projet d'acquisition du local par la Ville ET procédure de vente forcée (judiciaire) en cours: consultation juridique
2019-F-96	Demande de subvention dans le cadre du dispositif DSIL pour la construction du théâtre
2019-F-97	Tarifs des activités SMJ
2019-CULT- 98	Convention de mise à disposition de la salle Jacques Brel à l'association "Lily pour la vie"

le 03/07/2019

Publication

le 03/07/2019

Notification

le 08/07/2019

Certifié exécutoire
Le Maire,

DECISION N°2019-CULT 67

prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET :

Cession d'un vidéoprojecteur et d'un focal pour remise commerciale sur l'achat d'un nouveau matériel

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment son article L.2122-22 alinéa 10,

VU la délibération n° 16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire pour, notamment, aliéner de gré à gré des biens mobiliers jusqu'à quatre mille six cent euros,

CONSIDERANT l'obsolescence du matériel indiqué ci-dessous :

- N° modèle : Vidéoprojecteur CHRISTIE D12WU-H-B
- Valeur d'acquisition : 11.475,69 € TTC
- N° modèle : Objectif CHRISTIE CHR-140-190101-XX
- Valeur d'acquisition : 4.049,40 € TTC
- Date d'achat : 07/12/2017
- N° inventaire : 17_VILLE_01_0017

DECIDE

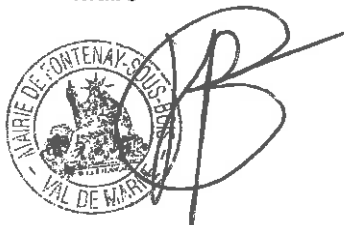
Article 1 : Le matériel, mentionné ci-dessus, est cédé à la société MELPOMEN – Z.I. La Belle Etoile – 6 allée des Sapins – BP 50218 – 44472 Carquefou -, en l'état, sans aucune garantie, et avec enlèvement à la charge de l'acquéreur, contre une remise de quatre mille euros à valoir sur l'achat d'un nouveau vidéo projecteur.

Article 2 : D'un commun accord, aucun recours ou réclamation ne pourra être formé à l'encontre de la Collectivité, qui est déchargée de toute responsabilité vis-à-vis de ce matériel dès conclusion de la cession.

Article 3 : L'acquéreur ne pourra, en aucun cas, solliciter les services municipaux pour quelque intervention que ce soit concernant ce matériel.

Fontenay-sous-Bois, le 18 juin 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 01/07/2019...
Publication
le 01/07/2019...
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

DECISION N°2019-F-68
Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales



OBJET :

Tarification de la location des bassins et des lignes d'eau de la piscine aux associations sportives extérieures à la commune

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-22, alinéa 5,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2016 donnant notamment délégation au Maire pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT la demande des associations sportives, pour une mise à disposition de la piscine municipale, dans le cadre des entraînements de leurs adhérents,

CONSIDERANT qu'à cet effet, il est nécessaire de déterminer les conditions financières de cette mise à disposition,

DECIDE

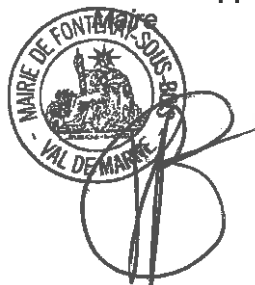
Article 1 : De fixer la tarification horaire à 184,16 € HT € soit 221 € TTC (coût horaire journalier) pour la piscine et de 30,70 € HT soit 36,84 € TTC (coût horaire journalier) par ligne d'eau.

Article 2 : Les recettes seront inscrites au budget de l'exercice 2019.

Article 3 : La date de mise en vigueur de ces tarifs est fixée au 1^{er} Septembre 2019.

Fontenay-sous-Bois, le 24 Juin 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le 01/07/2019
Publication
le 01/07/2019
Notification
le

Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre



DÉCISION N° 2019-SJ-69

prise en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



OBJET : Désignation et approbation d'honoraires d'avocat (Cabinet SARTORIO et associés).

Affaire : Permis de construire initial du 20/04/2018 et modificatif du 21/01/2019, au 50 rue de Joinville – 94120

Requêtes en annulation devant le Tribunal administratif de Melun.

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2122-22 – items 11 et 16 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire pour, notamment, défendre en justice les intérêts de la commune et régler les honoraires d'avocats se rapportant à ces procédures;

CONSIDERANT les requêtes et mémoires déposés devant le Tribunal administratif de Melun en vue de l'annulation d'un permis de construire initial du 20/04/2018 et d'un permis modificatif du 21/01/2019 au 50 rue de Joinville - 94120 ;

CONSIDERANT l'intérêt de désigner un avocat pour assister et représenter la Ville dans le cadre de cette affaire, ainsi que les premières diligences effectuées par ce dernier au titre des procédures en cause ;

DÉCIDE

Article 1 : La S.C.P. d'avocats SARTORIO et Associés, 6 avenue de Villars – 75007 PARIS - est désignée pour défendre les intérêts de la Ville dans le cadre de l'affaire mentionnée en objet.

Article 2 : La facture de 1 896 € TTC (mille huit cent quatre-vingt-seize euros toutes taxes comprises), reçue du Cabinet précité pour les diligences effectuées dans cette affaire, est approuvée ;

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget communal pour 2019, enveloppe 14099, article 6227, fonction 020.

Fontenay-sous-Bois, le 25 juin 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



060

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 05/07/2019
Publication
le 05/07/2019
Notification
le 01 JUIL 2019

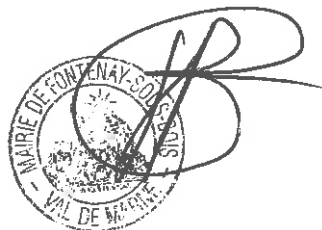
Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre



DECISION N°2019-HL-70

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



OBJET

Convention à conclure entre la Ville et l'association « Fontenay Cité Jeunes » pour la mise à disposition d'un pavillon situé 2 rue Emile Roux à Fontenay-sous-Bois

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération N° 16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT que la Ville est propriétaire du pavillon d'une superficie de 201m² situé 2 rue Emile Roux,

CONSIDERANT qu'une convention d'objectifs et de moyens entre la Ville et l'association « Fontenay Cité Jeunes » a été signée le 10 janvier 2018,

DECIDE

Article 1 : Une convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un pavillon situé 2 rue Emile Roux à Fontenay-sous-Bois, conclue entre la Ville et l'association « Fontenay Cité Jeunes » est approuvée.

Article 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour 3 années 2018-2019-2020.

Fontenay-sous-Bois, le 1^{er} juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



061

le 03/07/2019

Publication

le 03/07/2019

Notification

le

Certifié exécutoire
Le Maire,



DECISION N°2019-F-71

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales



OBJET :

Demande de subvention dans le cadre du dispositif D.S.I.L. pour l'achat de trois véhicules électriques

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2334-42,

VU la délibération du Conseil municipal n° 26-02-06-01-DG du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire pour l'ensemble des affaires relevant de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que l'acquisition de la présente décision s'inscrit dans le cadre du dispositif de la Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local,

DECIDE

DE SOLLICITER auprès de la Préfecture de Région, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local une aide financière pour l'achat de trois véhicules électriques, dont le montant est estimé à 43.140,00€ HT.

Fontenay-sous-Bois, le 27 Juin 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le - 3 JUILL 2019
Publication
le
Notification
le



Certifié exécutoire
Le Maire,



DECISION N°2019-COMP-72
Prise en application de l'article L.2122.22
du code général des collectivités territoriales

OBJET :

Modification de la Régie de recettes du Cimetière.

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de la responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 2 juin 2016 autorisant le Maire à créer et à modifier les régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code général des Collectivités territoriales ;

VU l'arrêté municipal n°94 P.19 du 22 février 1994 instituant une régie de recettes au Cimetière communal ;

CONSIDERANT que dans le cadre du fonctionnement du Cimetière, il y a lieu de modifier le montant de l'encaisse ;

VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 28 juin 2019 ;

DECIDE

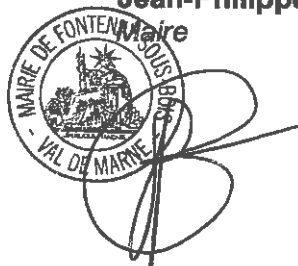
Article 1 : à compter du 1^{er} juillet 2019, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 € ;

Article 2 : Les autres articles restent inchangés ;

Fontenay-sous-Bois, le 28 juin 2019

Hervé ALLAIS
Comptable public

Jean-Philippe GAUTRAIS



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 03/07/2019
Publication
le 05/07/2019
Notification
le

Certifié exécutoire



DECISION N°2019-A-73
Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET : Modification n°2 au marché n°18057 relatif à l'insertion d'encarts publicitaires dans le journal municipal et autres documents municipaux et fourniture d'un support de communication (agendas)

LE MAIRE,

VU l'article L.2122.22 du Code général des Collectivités territoriales et notamment le 2^e alinéa,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire dans le cadre des dispositions de l'article susvisé du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le budget communal,

CONSIDERANT la modification n°2 au marché public n°18057 ayant pour objet la prolongation de la période en cours jusqu'au 30 septembre 2019 inclus.

DECIDE

Article 1 : Il est décidé de signer la modification n°2 au marché public n°18057.

Article 2 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- . Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- . Monsieur le Comptable public de Fontenay-sous-Bois

Fontenay-sous-Bois, le 1^{er} juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 10 JUL 2019
Publication
le 10 JUL 2019
Notification
le

DECISION N°2019-SPO-75

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire



Maire,

Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

OBJET

Convention d'occupation du domaine public pour un service de restauration dans le cadre de la manifestation Fontenay-sous-soleil

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT qu'il est proposé de mettre à disposition un espace public au profit de la micro entreprise « FSB Traiteur » afin d'assurer une prestation de restauration dans le cadre de Fontenay-sous-Soleil, pour la période du 12 juillet au 8 août 2019,

CONSIDERANT qu'il convient d'établir une convention afin d'en définir les modalités,

DECIDE

Article 1 : La convention d'occupation du domaine public prendra effet à compter du 12 juillet 2019 au 8 août 2019 inclus,

Article 2 : Cette mise à disposition est consentie pour l'installation d'un espace restauration, au Parc des Epivans, dans le cadre de Fontenay-sous-Soleil,

Article 3 : La redevance forfaitaire est fixée à 400.00 €.

Article 4 : La recette est inscrite au budget communal – Chapitre 70-Nature 70323

Fontenay-sous-Bois, le 8 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

065

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 25 JUL 2019
Publication
le 25 JUL 2019
Notification
le



Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

DECISION N°2019-CULT-76

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des collectivités territoriales

OBJET

Convention à conclure avec le collège Joliot-Curie Fontenay-sous-Bois relative au partenariat sur les Classes à Horaires Aménagés Musique pour l'année scolaire 2019/2020.

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT la nécessité, pour La Direction des affaires culturelles de formaliser le partenariat sur les Classes à Horaires Aménagés Musique avec le collège Joliot-Curie de Fontenay-sous-Bois pour l'année scolaire 2019/2020.

CONSIDERANT que le collège Joliot-Curie, conformément à l'arrêté du 22 juin 2006, signé conjointement par les ministères de l'Education Nationale et de la Culture, souhaite développer les enseignements artistiques musique pour ses élèves.

DECIDE

Article 1 : La convention de partenariat pour l'organisation des Classes à Horaires Aménagés Musique entre le collègue Joliot-Curie de Fontenay-sous-Bois et la Ville de Fontenay-sous-Bois, prendra effet à compter de la rentrée de septembre 2019 et pour l'intégralité de l'année scolaire 2019/2020.

Article 2 : Il est convenu que la convention soit d'une durée d'un an.

Fontenay-sous-Bois, le 9 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 25 JUIL. 2019
Publication
le 25 JUIL. 2019
Notification
le

Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

DECISION N°2019-CULT-77

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des collectivités territoriales

OBJET

Convention à conclure avec le collège Jean Macé de Fontenay-sous-Bois relative au partenariat sur les Classes à Horaires Aménagés Théâtre pour l'année scolaire 2019/2020.

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT la nécessité, pour La Direction des affaires culturelles de formaliser le partenariat sur les Classes à Horaires Aménagés Théâtre avec le collège Jean Macé de Fontenay-sous-Bois pour l'année scolaire 2019/2020.

CONSIDERANT que le collège Jean Macé, conformément à la circulaire du 6 octobre 2009 et à l'arrêté du 15 juin 2012, signés conjointement par les ministères de l'Education Nationale et de la Culture, souhaite développer les enseignements artistiques théâtre pour ses élèves.

DECIDE

Article 1 : La convention de partenariat pour l'organisation des Classes à Horaires Aménagés Théâtre entre le collègue Jean Macé de Fontenay-sous-Bois et la Ville de Fontenay-sous-Bois, prendra effet à compter de la rentrée de septembre 2019 et pour l'intégralité de l'année scolaire 2019/2020.

Article 2 : Il est convenu que la convention soit d'une durée d'un an.

Fontenay-sous-Bois, le 9 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

le 11 JUL 2019

Publication

le 11 JUL 2019

Notification

le



DECISION N°2019-F-78

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation

M. Claude MALLERIN

Conseiller Municipal

OBJET :

Actualisation des tarifs des activités artistiques dispensées au sein des structures du service Enseignement Artistique Spécialisé / Education Artistique et Culturelle (espace Gérard Philipe, école d'arts, studios Joe Turner, conservatoire) pour l'année 2019/2020

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-22, alinéa 3,

VU la délibération du Conseil municipal n°16-02-06-01-DG du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire pour l'ensemble des affaires relevant de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales,

VU le budget de la ville pour l'année 2019,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, suite à la municipalisation des activités danse, théâtre et arts plastiques, d'intégrer les recettes de ces activités aux recettes municipales,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de créer de nouveaux tarifs,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser, de simplifier et de rééquilibrer les tarifs entre les différentes activités,

DECIDE

Article 1 : La date d'entrée en vigueur de l'ensemble des tarifs est fixée au 31 août 2019.

Article 2 : A l'espace Gérard Philipe et à l'école d'arts, les tarifs annuels des activités « enfants », comprennent les formations suivantes :

- Musique
- Comédie musicale
- Théâtre
- Danse
- Arts plastiques

Est considérée comme « enfant », toute personne âgée de moins de 18 ans.
Les tarifs enfants s'établissent comme suit :

2019 - 2020	Tarifs des activités enfants
Tranche 1	38,16 €
Tranche 2	de 38,16 € à 47,48 €
Tranche 3	de 47,48 € à 57,96 €
Tranche 4	de 57,96 € à 69,87 €
Tranche 5	de 69,87 € à 139,05 €
Tranche 6	de 139,05 € à 212,76 €
Tranche 7	de 212,76 € à 229,82 €
Tranche 8	de 229,82 € à 286,72 €

Article 3 : A l'espace Gérard Philipe et à l'école d'arts, les tarifs annuels des activités « adultes non isolés », comprennent les formations suivantes :

- Musique
- Comédie musicale
- Théâtre,
- Danse,
- Arts Plastiques

Ils s'établissent comme suit :

2019 - 2020	Tarifs des activités adultes non isolés
Tranche 1	47,70 €
Tranche 2	de 47,70 € à 56,97 €
Tranche 3	de 56,97 € à 70,34 €
Tranche 4	de 70,34 € à 93,15 €
Tranche 5	de 93,15 € à 166,86 €
Tranche 6	de 166,86 € à 230,27 €
Tranche 7	de 230,27 € à 328,32 €
Tranche 8	de 328,32 € à 368,64 €

Article 4 : A l'espace Gérard Philipe et à l'école d'arts, les tarifs annuels des activités « adultes isolés », comprennent les formations suivantes :

- Musique
- Comédie musicale
- Théâtre,
- Danse,
- Arts plastiques

Est considérée comme « adulte isolé », sur présentation des pièces administratives justificatives (avis d'imposition 2018), toute personne majeure sans enfant à charge, seule membre du foyer.

Ils s'établissent comme suit :

2019 - 2020	Tarifs des activités adultes isolés
Tranche 1	40,54 €
Tranche 2	de 40,54 € à 48,42 €
Tranche 3	de 48,42 € à 59,78 €
Tranche 4	de 59,78 € à 79,17 €
Tranche 5	de 79,17 € à 141,83 €
Tranche 6	de 141,83 € à 195,72 €
Tranche 7	de 195,72 € à 279,07 €
Tranche 8	de 279,07 € à 313,34 €

Article 5 : A l'espace Gérard Philipe, au conservatoire et à l'école d'arts, des tarifs « stages » destinés à des ateliers ponctuels ou master-class sont créés. Ils sont basés sur le volume horaire du stage. Un tarif préférentiel est appliqué pour tout élève d'une des structures du service EAS/EAC en 2019/2020 qui souhaiterait participer à un stage.

Ils s'établissent comme suit :

Volume horaire du stage	Tarifs des stages 2019 - 2020	Tarifs préférentiels pour un élève d'une structure EAS/EAC
Durée du stage inférieure à 5H	10 €	8 €
Durée du stage inférieure entre 6H et 10H	20 €	16 €
Durée du stage supérieure à 10H	30 €	24 €

Article 6 : Aux studios Joe Turner, les tarifs comprennent les activités suivantes :

- Répétitions (avec ou sans abonnement)
- Enregistrements

Un tarif préférentiel est appliqué pour tout élève d'une des structures du service EAS/EAC en 2019/2020 qui les utiliserait.

Ils s'établissent comme suit :

Tarifs 2019/2020 des studios Joe Turner				
Public	Répétitions			Enregistrements Démon
	Abonnement trimestriel	Répétitions avec abonnement coût horaire	Répétitions sans abonnement coût horaire	Coût horaire Enregistrements, démon ou mixage
Fontenaysiens	33 €	5 €	9 €	9 €
Non-Fontenaysiens	50 €	7,50 €	15 €	15 €
Elèves EAS/EAC	25 €	4 €	7,50 €	8 €

Article 7 : Au conservatoire, les tarifs annuels des activités de série 1 comprennent les formations suivantes :

- Eveil
- Initiation musique
- Initiation Danse
- Formation musicale seule (cycle 1, 2 et 3)
- Danse hip-hop seule
- Musique assistée par ordinateur seule
- Parcours personnalisé : pratiques musicales et chorégraphiques collectives

Ils s'établissent comme suit :

2019 - 2020	Tarifs des activités de série 1
Tranche 1	21,46 €
Tranche 2	de 21,46 € à 31,68 €
Tranche 3	de 31,68 € à 39,85 €
Tranche 4	de 39,85 € à 53,14 €
Tranche 5	de 53,14 € à 81,76 €
Tranche 6	de 81,76 € à 158,41 €
Tranche 7	de 158,41 € à 189,07 €
Tranche 8	de 189,07 € à 220,75 €

Article 8 : Au conservatoire, les tarifs annuels des activités de série 2 comprennent les formations suivantes :

- Chant lyrique cycle 1 et 2
- Instrument cycle 1 et 2
- Danse cycle 1 et 2 (dont danse hip-hop quand intégrée dans un parcours)
- Parcours personnalisé : instrument, danse, chant lyrique, accompagnement, écriture, musique assistée par ordinateur

Ils s'établissent comme suit :

2019 - 2020	Tarifs des activités de série 2
Tranche 1	42,92 €
Tranche 2	de 42,92 € à 53,14 €
Tranche 3	de 53,14 € à 66,43 €
Tranche 4	de 66,43 € à 79,71 €
Tranche 5	de 79,71 € à 159,43 €
Tranche 6	de 159,43 € à 242,21 €
Tranche 7	de 242,21 € à 294,33 €
Tranche 8	de 294,33 € à 367,92 €

Article 9 : Au conservatoire, les tarifs annuels des activités de série 3 comprennent les formations suivantes :

- Cycle 3 (CEM) : instrument, danse, chant lyrique, accompagnement, écriture
- Perfectionnement : instrument, danse, chant lyrique, accompagnement, écriture

Ils s'établissent comme suit :

2019 - 2020	Tarifs des activités de série 3
Tranche 1	54,16 €
Tranche 2	de 54,16 € à 64,38 €
Tranche 3	de 64,38 € à 79,71 €
Tranche 4	79,71 € à 106,28 €
Tranche 5	de 106,28 € à 191,11 €
Tranche 6	de 191,11 € à 294,33 €
Tranche 7	de 294,33 € à 421,06 €
Tranche 8	de 421,06 € à 473,18 €

Article 10 : Au conservatoire, les tarifs annuels pour la location d'instruments s'établissent comme suit :

2019 - 2020	Tarifs pour la location des instruments
Tranche 1	21 €
Tranche 2	42 €
Tranche 3	63 €
Tranche 4	84 €
Tranche 5	104 €
Tranche 6	125 €
Tranche 7	144 €
Tranche 8	165 €

Article 11 : Pour l'ensemble des activités artistiques dispensées à l'espace Gérard Philipe, à l'école d'arts, aux studios Joe Turner et au conservatoire, tout agent municipal qui ne résiderait pas à Fontenay-sous-Bois se voit appliquer un tarif Fontenaysien au quotient familial.

Article 12 : Dans le cas d'une activité ou d'un stage rassemblant les publics parents et enfants, il est convenu que l'adulte paie le tarif d'inscription, la gratuité est appliquée à l'enfant.

Article 13 : Dans le cas d'un double cursus d'un élève, un tarif double s'applique automatiquement.

Article 14 : S'agissant d'un tarif forfaitaire, aucun remboursement pour quiconque ne sera assuré.

Article 15 : Conditions de règlement : **la totalité au moment de l'inscription définitive. Les familles qui le souhaitent, peuvent étaler leur règlement sur 3 mois (octobre, novembre, décembre) sans toutefois excéder l'échéance du 18 décembre 2019.**

Article 16 : Les recettes seront inscrites au budget de l'exercice 2019.

Fontenay-sous-Bois, le 8 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



[Signature]
Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)
P. LE GAUYER

le 11 JUIL 2019

Publication

le 11 JUIL 2019

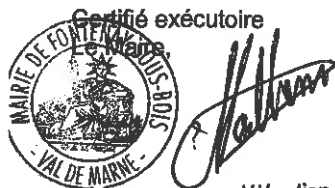
Notification

le



DECISION N°2019-F-79

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

OBJET :

Elargissement de la gratuité des inscriptions pour tous les publics à la médiathèque

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-22, alinéa 3,

VU la délibération du Conseil municipal n°16-02-06-01-DG en date du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire pour l'ensemble des affaires relevant de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales,

VU le budget de la ville pour l'année 2019,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser les tarifs et d'acter l'élargissement de la gratuité des inscriptions annuelles à la médiathèque pour tous les publics.

DECIDE

Article 1 : La date d'entrée en vigueur de la gratuité d'inscription annuelle pour tous les publics est fixée au 31 août 2019.

Article 2 : Les tarifs annuels d'inscription à la médiathèque s'établissent comme suit :

Publics	Tarifs
Enfants et adultes Fontenaysiens	gratuit
Enfants et adultes non Fontenaysiens	gratuit

Fontenay-sous-Bois, le 8 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

Y. LE GAUYER

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 2 AOUT 2019
Publication
le
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

N. A. ROSARIO

DECISION N°2019-CULT-81

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des collectivités territoriales

OBJET

Convention de partenariat à conclure avec l'association Compagnons Bâisseurs Ile-de-France relative à l'aménagement d'un espace de création à la Médiathèque en 2019/2020.

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT la nécessité, pour la médiathèque municipale Louis Aragon de formaliser le partenariat relatif à l'aménagement d'un espace de création en associant les habitants avec l'association Compagnons Bâisseurs d'Ile-de-France,

CONSIDERANT que cette association, déjà présente sur le territoire de la ville de Fontenay-sous-Bois, cherche à développer l'engagement citoyen à travers des actions collectives,

DECIDE

Article 1 : La convention de partenariat pour l'aménagement d'un espace de création à la Médiathèque prendra effet dès le mois d'août 2019 pour la durée du projet en 2019 et 2020.

Article 2 : Dans le cadre du projet, la somme de 1 503 euros TTC couvrant l'achat de matériel nécessaire aux ateliers, sera versée sur facture par la médiathèque à l'association Compagnons Bâisseurs.

Fontenay-sous-Bois, le 30 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

N. A. ROSARIO

074

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 25/07/19

Publication

le 05/11/19

Notification

le



Certifié exécutoire



Maire,

[Signature]

DECISION N°2019-COMP-82

Prise en application de l'article L.2122.22
du code général des collectivités territoriales

OBJET :

Suppression de la sous-régie de recettes Médiabus auprès de la Médiathèque Louis Aragon.

Pour le Maire et par délégation

M. Claude MALLERIN

Conseiller Municipal

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 2 juin 2016 autorisant le Maire à créer et à modifier les régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code général des Collectivités territoriales ;

VU la décision n° 2018-COMP-109 du 26 juin 2018 instituant une régie de recettes de la Médiathèque Louis Aragon ;

VU la décision 2018-COMP-110 du 26 juin 2018 instituant une sous-régie de recettes Médiabus auprès de la Médiathèque Louis Aragon ;

CONSIDERANT que dans le cadre du fonctionnement de la Médiathèque, il n'y a plus lieu d'avoir recours à une sous-régie de recettes ;

VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 23 juillet 2019 ;

DECIDE

Article 1 : La sous-régie est supprimée à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Article 2 : Le sous-régisseur devra arrêter les comptes de la sous-régie au plus tard le 31 août 2019 ;

Article 3 : Le Maire de Fontenay-sous-Bois et le comptable public assignataire de Fontenay-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;

Fontenay-sous-Bois, le 23 juillet 2019

Hervé ALLAIS
Comptable public

[Signature]

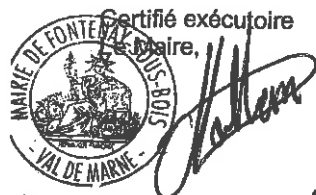
Jean-Philippe GAUTRAIS



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

F. LELU

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 25/07/19
Publication
le 05/11/19
Notification
le



DECISION N°2019-COMP-83

Prise en application de l'article L.2122.22
du code général des collectivités territoriales

Pour le Maire et par délégation **OBJET :**

M. Claude MALLERIN Suppression de la Régie de recettes de la Médiathèque Louis Aragon.
Conseiller Municipal

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 2 juin 2016 autorisant le Maire à créer et à modifier les régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code général des Collectivités territoriales ;

VU la décision n° 2018-COMP-109 du 26 juin 2018 instituant une régie de recettes de la Médiathèque Louis Aragon ;

CONSIDERANT que dans le cadre du fonctionnement de la Médiathèque, il n'y a plus lieu d'avoir recours à une régie de recettes ;

VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 23 juillet 2019 ;

DECIDE

Article 1 : La régie est supprimée à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Article 2 : Le régisseur devra arrêter les comptes de la régie au plus tard le 31 août 2019 ;

Article 3 : Le Maire de Fontenay-sous-Bois et le comptable public assignataire de Fontenay-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision ;

Fontenay-sous-Bois, le 23 juillet 2019

Hervé ALLAIS
Comptable public

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)
F. LELU

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le10 SEP 2019.....
Publication
le19 SEP 2019.....
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



DECISION N°2019-COMP-85

Prise en application de l'article L.2122.22
du code général des collectivités territoriales

OBJET :

Création de la Régie de recettes de l'Espace Gérard PHILIPPE.

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de la responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération n° 2018-11-17-RH du Conseil municipal en date du 15 novembre 2018 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 2 juin 2016 autorisant le Maire à créer et à modifier les régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code général des Collectivités territoriales ;

VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 4 septembre 2019 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la création du service Enseignement Artistique Spécialisé / Education Artistique et Culturelle (EAS/EAC), il y a lieu de créer une régie de recettes auprès de l'Espace Gérard PHILIPPE ;

DECIDE

Article 1 : Il est institué une régie de recettes Espace Gérard PHILIPPE auprès du service Enseignement Artistique Spécialisé / Education Artistique et Culturelle (EAS/EAC) ;

Article 2 : Cette régie est installée à l'Espace Gérard PHILIPPE, 26 rue Gérard PHILIPPE, 94120 Fontenay-sous-Bois ;

Article 3 : La régie fonctionne à compter du 1^{er} octobre 2019 ;

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

	Produits encaissés	Compte d'imputation
1	Droits d'inscription aux activités artistiques et de formation de l'Espace Gérard PHILIPPE dont les stages	7062
2	Droits d'inscriptions aux activités du Studio Joe TURNER	7062
3	Location instruments de musique	7083
4	Droits d'entrée à diverses manifestations	7062
5	Recettes buvette	7088

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques
- Carte bancaire
- Prélèvement SEPA
- Pass Solidaires
- Titre Payable par Internet (TIPI) ou similaires

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'une facture pour les droits d'inscriptions aux activités artistiques et de formation de l'Espace Gérard PHILIPPE et du Studio Joe TURNER et la location d'instruments de musique ou d'une quittance pour les droits d'entrée à diverses manifestations et les consommations à la buvette. Les biens de consommation vendus à la buvette feront l'objet d'un suivi de stock.

Article 6 : Le paiement des droits d'inscriptions aux activités artistiques et de formation de l'Espace Gérard PHILIPPE et du Studio Joe TURNER, et des locations d'instruments de musique peut être étalé sur trois mois maximum sur la période d'octobre à décembre.

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds au trésor est ouvert au nom du régisseur en qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques du Val-de-Marne.

Article 8 : L'intervention des mandataires suppléants et des mandataires de recettes a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 9 : Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

Article 10 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 65.000 €. Le montant maximum de la seule encaisse en numéraire est fixé à 5.000 €.

Article 11 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Comptable public assignataire du Centre des Finances publiques du Nord Val de Marne le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et au minimum une fois par mois.

Article 12 : Le régisseur verse auprès de la Direction des Finances de la Mairie de Fontenay-sous-Bois la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois. La Direction des Finances procède à l'émission d'un titre de recettes après avoir effectué ses contrôles.

Article 13 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 : Le régisseur percevra l'IFSE - Régie dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 : Les mandataires suppléants percevront l'IFSE - Régie dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 : Le Maire de Fontenay-sous-Bois et le Comptable public assignataire de Fontenay-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fontenay-sous-Bois, le 4 septembre 2019

Hervé ALLAIS
Comptable public
Trésorerie du NORD VAL DE MARNE
130-132 rue de la Marne
94304 VINCENNES CEDEX

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 09/09/19

Publication

le 19 SEP 2019

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



DECISION N°2019-COMP-87

Prise en application de l'article L.2122.22
du code général des collectivités territoriales

OBJET :

Création de la régie de recettes de l'Ecole d'Arts.

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de la responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération n° 2018-11-17-RH du Conseil municipal en date du 15 novembre 2018 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 2 juin 2016 autorisant le Maire à créer et à modifier les régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code général des Collectivités territoriales ;

VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 4 septembre 2019 ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la création du service Enseignement Artistique Spécialisé / Education Artistique et Culturelle (EAS/EAC), il y a lieu de créer une régie de recettes auprès de l'Ecole d'Arts ;

DECIDE

Article 1 : Il est institué une régie de recettes de l'Ecole d'Arts auprès du service Enseignement Artistique Spécialisé / Education Artistique et Culturelle (EAS/EAC) ;

Article 2 : Cette régie est installée à l'Ecole d'Arts, 20 rue Dalayrac, 94120 Fontenay-sous-Bois ;

Article 3 : La régie fonctionne à compter du 1^{er} octobre 2019 ;

Article 4 : La régie encaisse les produits suivants :

	Produits encaissés	Compte d'imputation
1	Droits d'inscription aux activités artistiques et de formation de l'Ecole d'Arts dont les stages	7062
2	Droits d'entrée à diverses manifestations	7062
3	Recettes buvette	7088

Article 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques
- Carte bancaire
- Prélèvement SEPA
- Pass Solidaires
- Titre Payable par Internet (TIPI) ou similaires

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'une facture pour les droits d'inscriptions aux activités ou d'une quittance pour les droits d'entrée à diverses manifestations et les consommations à la buvette. Les biens de consommation vendus à la buvette feront l'objet d'un suivi de stock.

Article 6 : Le paiement des droits d'inscriptions aux activités artistiques et de formation de l'Ecole d'Arts peut être étalé sur trois mois maximum sur la période d'octobre à décembre;

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds au trésor est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques du Val-de-Marne ;

Article 8 : L'intervention des mandataires suppléants et des mandataires de recettes a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination ;

Article 9 : Un fonds de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur ;

Article 10 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50.000 €. Le montant maximum de la seule encaisse en numéraire est fixé à 5.000 € ;

Article 11 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Comptable public assignataire du Centre des Finances publiques du Nord Val de Marne le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et au minimum une fois par mois ;

Article 12 : Le régisseur verse auprès de la Direction des Finances de la Mairie de Fontenay-sous-Bois la totalité des opérations de recettes au minimum une fois par mois. La Direction des Finances procède à l'émission d'un titre de recettes après avoir effectué ses contrôles ;

Article 13 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;


Article 14 : Le régisseur percevra l'IFSE - Régie dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Article 15 : Les mandataires suppléants percevront l'IFSE - Régie dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Article 16 : Le Maire de Fontenay-sous-Bois et le Comptable public assignataire de Fontenay-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision ;

Fontenay-sous-Bois, le 4 septembre 2019

Hervé ALLAIS
Comptable public


Trésorerie du NORD VAL DE MARNE
100-102 rue de la Jarry
94304 VINCENNES CEDEX

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne
le - 2 AOUT 2019
Publication
le
Notification
le
Certifié exécutoire



DECISION N°2019-MDC-89

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

OBJET : Mise à disposition temporaire d'un local communal au profit de l'association « MANA
- Maison des Apprentissages Naturels » : approbation du projet de convention

115 DO ROSARIO

LE MAIRE,

VU l'article L.2122.22 alinéa 5 du Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 02 juin 2016 donnant délégation d'attributions au Maire dans le cadre des dispositions de l'article susvisé,

CONSIDÉRANT le projet «Maison des Apprentissages Naturels» de l'association «MANA»,

CONSIDÉRANT que le local communal, situé 19 avenue Parmentier, 94120 Fontenay sous Bois peut, pour partie, être mis à disposition à cette fin et permettre, ainsi, la réalisation de ce projet d'intérêt communal,

DECIDE

Article 1 : dans le cadre d'une convention à signer entre les deux parties, le local communal situé, 19 avenue Parmentier, 94120 Fontenay sous Bois est mis par la Ville à la disposition de l'association « MANA », siégeant au 31 bis rue de Rosny - 94120 Fontenay-sous-Bois, en vue de la réalisation du projet « Maison des Apprentissages Naturels ».

Article 2 : cette mise à disposition aura lieu à titre gratuit, pour la durée de l'année scolaire 2019-2020.

Article 3 : la présente décision sera dûment transmise en Préfecture, pour exercice du contrôle de légalité, et affichée/publiée en Mairie. Elle sera également notifiée à l'association MANA.

Fontenay-sous-Bois, le 30 juillet 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

115 DO ROSARIO

081


Transmission électronique
en Préfecture du Val de Marne
le 19/08/19
Publication
le 19/08/19
Notification
le

Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre



DÉCISION N° 2019-SJ-90

prise en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire

Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

OBJET : Approbation d'honoraires d'avocat (Cabinet SEBAN et associés).
Affaire : Recours de plein contentieux d'un ex-agent contractuel communal (M-K.S.), estimant avoir été victime d'un traitement inéquitable: assistance juridique et défense de la Ville.

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2122-22 – item 11 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire pour, notamment, régler les honoraires d'avocats;

VU la décision 2018-SJ-126 du 2/08/2018 désignant la S.C.P. d'avocats SEBAN et associés, 282 bd Saint-Germain – 75007 PARIS - pour défendre les intérêts de la Ville dans le cadre des procédures et autres démarches relatives à l'affaire citée en objet ;

CONSIDERANT les dernières diligences effectuées par le cabinet ainsi désigné, à ce titre ;

DÉCIDE

Article 1 : La facture de 816 € TTC (huit cent seize euros toutes taxes comprises), reçue du cabinet SEBAN et associés pour les diligences effectuées dans l'affaire susvisée, est approuvée ;

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget communal pour 2019, enveloppe 14099, article 6227, fonction 020.

Fontenay-sous-Bois, le 13 août 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS


Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

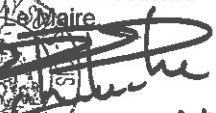
Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le 19/08/19
Publication
le 19/08/19
Notification
le

Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre



DECISION N°2019-SJ-91

prise en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire

Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

OBJET : Approbation d'honoraires d'avocat - cabinet SARTORIO et associés.
Affaire : Centre commercial des Larris- boulangerie : projet d'acquisition du local
par la Ville ET procédure de vente forcée (judiciaire) en cours: consultation
juridique

Le MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22
- item 11 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2016 donnant délégation
d'attributions au Maire pour, notamment, régler les frais et honoraires d'avocat ;

CONSIDERANT l'accord conclu entre la Ville et la SCI Berkane, propriétaire du local
à usage de boulangerie au sein du Centre commercial des Larris, pour l'acquisition
de ce local, tel qu'entériné par le Conseil municipal par délibération du 22/05/2019 ;

CONSIDERANT la poursuite d'une procédure judiciaire en vente forcée (adjudication)
engagée en parallèle par des organismes tiers à l'encontre de la SCI précitée, en vue
du recouvrement de dettes restantes ;

CONSIDERANT l'opportunité d'une consultation juridique sur les moyens à la
disposition de la Ville pour soit concrétiser effectivement la vente amiable convenue
avec la SCI propriétaire, soit être adjudicataire finale du bien concerné dans le cadre
de la vente à l'encan décidée par le T.G.I. de Créteil (jugement d'exécution du
27/06/2019) ;

CONSIDERANT l'intérêt de confier la consultation concernée à un cabinet d'avocats
ayant déjà assisté la Ville sur des problématiques juridiques concernant les locaux du
centre commercial des Larris ;

CONSIDERANT les diligences effectuées à ce titre par la SCP d'avocats SARTORIO
et associés ;

DÉCIDE

Article 1 : La facture de 1.344 € TTC (mille-trois-cent-quarante-quatre euros toutes
taxes comprises), reçue de la SCP d'avocats SARTORIO et associés- 6 avenue de
Villars- 75007 PARIS - concernant le dossier précité, est approuvée.

Article 2 : La dépense sera imputée au budget communal pour 2019, enveloppe
2895, article 6226, fonction 020.

Fontenay-sous-Bois, le 13 août 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Pour le Maire empêché
l'Adjoint(e) délégué(e)

083

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 26/08/2019
Publication
le 26/08/2019
Notification
le

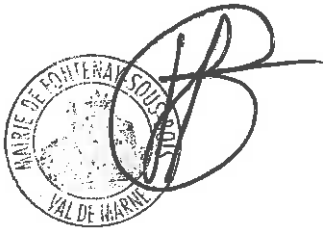
Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre



DECISION N°2019-HL-92

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



OBJET

Avenant N°1 à la convention conclue entre la Ville et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France pour la mise à disposition d'un bien sis 12 rue Pierre Grange – 94120 Fontenay-sous-Bois.

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération N° 16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016, donnant délégation au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU l'arrêté N°2017-HL-20 en date du 10 mars 2017,

VU la convention signée le 13 mars 2017, entre la ville et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France pour la mise à disposition, d'un local sis 12 rue Pierre Grange - 94120 Fontenay-sous-Bois, arrivant à son terme le 28 février 2019,

DECIDE

Article 1 : L'avenant à la convention de mise à disposition du bien sis 12 rue Pierre Grange - 94120 Fontenay-sous-Bois – entre la Ville de Fontenay-sous-Bois et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France est prolongé rétroactivement du 1^{er} mars 2019 au 8 juillet 2019.

Article 2 : Les dispositions de la convention de mise à disposition demeurent inchangées.

Fontenay-sous-Bois, le 22 août 2019

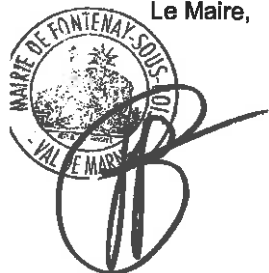
Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



084

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 09/09/19
Publication
le 09/09/19
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



DECISION N°2019-ENS-93

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET

Tarifs de la participation annuelle aux cours municipaux pour adultes de français et langues étrangères.

LE MAIRE,

VU l'article L.2122.22 du Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire dans le cadre des dispositions de l'article susvisé,

CONSIDERANT le budget communal pour 2019,

CONSIDERANT la nécessité d'actualiser les tarifs,

DECIDE

Article 1 : Les tarifs de la participation annuelle aux cours municipaux pour adultes sont fixés comme suit :

- 70.00 euros pour les fontenaysiens par activité
- 35,00 euros pour les fontenaysiens demandeurs d'emploi
- 35,00 euros pour les fontenaysiens par activité supplémentaire
- 140,00 euros pour les hors commune par activité

Article 2 : Les recettes seront inscrites au budget article 7067 - fonction 212.

Article 3 : Ces tarifs sont applicables à compter du 23 septembre 2019.

Fontenay-sous-Bois, le 2 septembre 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



085

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 09/09/19
Publication
le 17 SEP 2019
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

DECISION N°2019-COMP-94

Prise en application de l'article L.2122.22
du code général des collectivités territoriales



OBJET :

Régie de recettes du Conservatoire. Modifications.

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de la responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération n° 2018-11-17-RH du Conseil municipal en date du 15 novembre 2018 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 2 juin 2016 autorisant le Maire à créer et à modifier les régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code général des Collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 1970 instituant une régie de recettes pour le Conservatoire Guy DINOIRD ;

VU l'avis conforme du comptable assignataire en date du 04/09/2019 ;

CONSIDERANT que dans le cadre du fonctionnement de la régie de recettes du Conservatoire Guy DINOIRD il y a lieu de procéder à l'actualisation de ses éléments constitutifs ;

DECIDE

Article 1 : Cette régie est installée au Conservatoire Guy DINOIRD, 27 rue du Clos d'Orléans, 94120 Fontenay-sous-Bois ;

Article 2 : A compter du 1^{er} septembre 2019, la régie encaisse les produits suivants :

	Produits encaissés	Compte d'imputation
1	Droits d'inscription aux activités artistiques et de formation du conservatoire dont les stages	7062
2	Locations d'instruments de musique	7083
2	Droits d'entrée à diverses manifestations	7062
3	Recettes buvette	7088

Article 3 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces
- Chèques
- Carte bancaire
- Prélèvement SEPA
- Pass Solidaires
- Titre Payable par Internet (TIPI) ou similaires

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'une facture pour les droits d'inscriptions aux activités et les locations d'instruments ou d'une quittance pour les droits d'entrée à diverses manifestations et les consommations à la buvette ; Les biens de consommation vendus à la buvette feront l'objet d'un suivi de stock.

Article 4 : Le paiement des droits d'inscriptions aux activités artistiques et de formation du Conservatoire Guy DINOIRD et des locations d'instruments de musique peut être étalé sur trois mois maximum sur la période d'octobre à décembre ;

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds au trésor est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques du Val-de-Marne ;

Article 6 : L'intervention du mandataire suppléant et des mandataires de recettes a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination ;

Article 7 : Un fonds de caisse d'un montant de 80 € est mis à disposition du régisseur ;

Article 8 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100.000 €. Le montant maximum de la seule encaisse en numéraire est fixé à 3.500 € ;

Article 9 : Le régisseur est tenu de verser auprès du Comptable public assignataire du Centre des Finances publiques du Nord Val de Marne le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois ;

Article 10 : Le régisseur verse auprès de la Direction des Finances de la Mairie de Fontenay-sous-Bois la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois. La Direction des Finances procède à l'émission d'un titre de recettes après avoir effectué ses contrôles ;

Article 11 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Article 12 : Le régisseur percevra l'IFSE - Régie dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

Article 13 : Les mandataires suppléants percevront l'IFSE - Régie dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

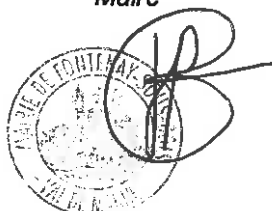
Article 14 : Le Maire de Fontenay-sous-Bois et le Comptable public assignataire de Fontenay-sous-Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision ;

Fontenay-sous-Bois, le 4 septembre 2019

Hervé ALLAIS
Comptable public

Trésorerie du NORD VAL DE MARNE
130 32 rue de la Jarry
94304 VINCENNES CEDEX

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le 10/09/19
Publication
le 12/09/19
Notification
le

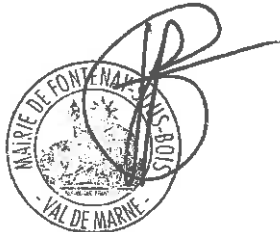
Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre



DECISION N°2019-SJ-95

prise en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



OBJET : Approbation d'honoraires d'avocat - cabinet SARTORIO et associés.
Affaire : Centre commercial des Larris- boulangerie : projet d'acquisition du local par la Ville ET procédure de vente forcée (judiciaire) en cours: consultation juridique (complément)

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22 – item 11 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 2016 donnant délégation d'attributions au Maire pour, notamment, régler les frais et honoraires d'avocat ;

CONSIDERANT l'accord conclu entre la Ville et la SCI Berkane, propriétaire du local à usage de boulangerie au sein du Centre commercial des Larris, pour l'acquisition de ce local, tel qu'entériné par le Conseil municipal par délibération du 22/05/2019 ;

CONSIDERANT la poursuite d'une procédure judiciaire en vente forcée (adjudication) engagée en parallèle par des organismes tiers à l'encontre de la SCI précitée, en vue du recouvrement de dettes restantes ;

CONSIDERANT la consultation juridique effectuée sur les moyens à la disposition de la Ville pour soit concrétiser effectivement la vente amiable convenue avec la SCI propriétaire, soit être adjudicataire finale du bien concerné dans le cadre de la vente à l'encan décidée par le T.G.I. de Créteil (jugement d'exécution du 27/06/2019);

CONSIDERANT l'opportunité d'un complément de consultation sur ce sujet;

CONSIDERANT les nouvelles diligences effectuées à ce titre par la SCP d'avocats SARTORIO et associés ;

DÉCIDE

Article 1 : La facture de 1.152 € TTC (mille-cent-cinquante-deux euros toutes taxes comprises), reçue de la SCP d'avocats SARTORIO et associés- 6 avenue de Villars-75007 PARIS - concernant le dossier précité, est approuvée.

Article 2 : La dépense sera imputée au budget communal pour 2019, enveloppe 2895, article 6226, fonction 020.

Fontenay-sous-Bois, le 10 septembre 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire

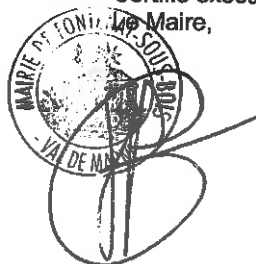


le 12/09/19
Publication
le 12/09/19
Notification
le

DECISION N°2019-F-96

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



OBJET :

Demande de subvention dans le cadre du dispositif D.S.I.L. pour la construction du nouveau théâtre

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2334-42,

VU la délibération du Conseil municipal n°26-02-06-01-DG du 2 juin 2016 donnant délégation au Maire pour l'ensemble des affaires relevant de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

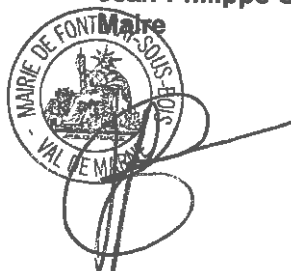
CONSIDERANT que l'acquisition de la présente décision s'inscrit dans le cadre du dispositif de la Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local,

DECIDE

DE SOLLICITER auprès de la Préfecture de Région, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local une aide financière pour la construction du nouveau théâtre dont le montant est estimé à 9.905.000,00€ HT.

Fontenay-sous-Bois, le 2 septembre 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS



Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 26 SEP 2019

Publication

le 26 SEP 2019

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



DECISION N°2019-F-97

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET :

Tarifs des activités du Service Municipal de la Jeunesse

LE MAIRE,

VU l'article L.2122.22 du Code général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 02 juin 2016 donnant délégation d'attributions au Maire dans le cadre des dispositions de l'article susvisé du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le budget communal,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser les tarifs pratiqués par le Service Municipal de la Jeunesse,

DECIDE

Article 1 : Une cotisation d'adhésion annuelle d'un montant de 1,00 € pour une période de référence allant du 1^{er} septembre au 31 août sera demandée pour :

► Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement et les séjours pour adolescents: les jeunes de 11 à 17 ans s'inscrivant dans le cadre des activités proposées par les ALSH et/ou à un séjour.

► Ateliers et Stages : tous les publics s'inscrivant à des ateliers et stages proposés par le Service Municipal de la Jeunesse.

► Dispositifs : tous les publics bénéficiant d'une aide financière par le biais des dispositifs suivants :

- Aide au BAFA
- Appui aux Initiatives Jeunes
- Session de révision maths et français

Article 2 : Les tarifs des activités du Service Municipal de la Jeunesse sont révisés. Les nouveaux tarifs applicables sont arrêtés comme suit :

I - PARTICIPATIONS AUX ACTIVITES QUOTIDIENNES :

Sortie cinéma, bowling, patinoire, parcs d'attraction, etc... La participation familiale est modulée en fonction du coût d'entrée réel.

DROITS D'ENTREE	PARTICIPATION JEUNES	PARTICIPATION ADULTES
≤ 5 €	1,60 €	2,10 €
> 5 € et ≤ 9 €	3,65 €	4,15 €
> 9 € et ≤ 15 €	6,40 €	6,75 €
> 15 €	8,30 €	8,80 €

DECISION N°2019-F-97
 Tarifs des activités du Service municipal de la jeunesse

Sortie, visite de patrimoine	PARTICIPATION
- Musée, monument, exposition (uniquement)	GRATUITE

II - LE BREVET D'APTITUDE AUX FONCTIONS D'ANIMATEUR

Chaque participant résidant sur la commune paiera une somme par session.
 Un acompte de 30% sera demandé à l'inscription, et le solde sera réglé au plus tard 15 jours avant le départ.
 L'acompte sera conservé en cas d'annulation intervenant moins de 30 jours avant le départ en formation.

	SESSION DE FORMATION GENERALE	SESSION D'APPROFONDISSEMENT OU DE QUALIFICATION
SOMME PAR SESSION	244 €	244 €
ACOMPTE	73 €	73 €

III - ENTREE AUX SPECTACLES LOCAUX ORGANISES PAR LE SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE AVEC OU SANS ENCADREMENT (Festival De Passage...) :

TYPES DE SPECTACLES	PARTICIPATIONS
- Festival de passage : Spectacle amateurs Spectacles professionnels	GRATUITE
Groupes encadrés par le Service Jeunesse de Fontenay-sous-Bois lors du spectacle de l'Association Kimia & Co	1.60 €

IV - LES ATELIERS :

Pour s'inscrire, chaque personne doit s'acquitter d'une participation trimestrielle ou annuelle, fixée comme suit :

Vidéo, photo, danse, jeux de rôle, chant, théâtre...	
INSCRIPTION TRIMESTRIELLE	
Fontenaysiens	18 €
Autres	36 €
INSCRIPTION ANNUELLE	
Fontenaysiens	53 €
Autres	106 €

V - LES STAGES PONCTUELS :

Ce sont des stages courts, sans hébergement. Le tarif est fixé comme suit :

STAGES PONCTUELS		
	Fontenaysiens	Non fontenaysiens
Stage découverte ≤ 10h	gratuité	
Stage ≤ 5 h	5,25 €	11 €
Stage de 6h à 10 h	9,35 €	19 €
Stage >10 h	16,00 €	32 €

Article 3 : L'ensemble des recettes seront inscrites au budget communal de l'année civile concernée.

Article 4 : Ces nouveaux tarifs entreront en vigueur au 1^{er} octobre 2019 pour une durée prévisionnelle de 1 an. Ils seront appliqués en l'état jusqu'à leur prochaine revalorisation.

Fontenay-sous-Bois, le 23 septembre 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 26 SEP 2019
Publication
le 26 SEP 2019
Notification
le



DECISION N°2019-CULT-98

Prise en application de l'article L.2122.22
du Code général des collectivités territoriales

OBJET

Convention de mise à disposition de la salle municipale Jacques Brel à l'association "Lily pour la Vie".

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°16.02.06.01.DG en date du 2 juin 2016, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT la nécessité de formaliser la mise à disposition de la salle municipale Jacques Brel à l'association Lily pour la vie.

DECIDE

Article 1 : La salle municipale Jacques Brel est mise à disposition au profit de l'association "Lily pour la vie", à compter du 21 septembre 2019 jusqu'au 21 septembre 2019.

Article 2 : Sa mise à disposition est consentie à titre gracieux.

Fontenay-sous-Bois, le 18 septembre 2019

Jean-Philippe GAUTRAIS
Maire

